

RÉVOLUTIONS
DE PARIS
DÉDIÉES A LA NATION.

Publiées par L. PRUDHOMME, à l'époque
du 12 juillet 1789.

Avec gravures et cartes des départemens de France.

AN PREMIER DE LA RÉPUBLIQUE.
QUINZIÈME TRIMESTRE.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous.



P A R I S,
RUE DES MARAIS F. S. G. N°. 20.
1793.



RÉVOLUTIONS DE PARIS.

DU 22 AU 29 DÉCEMBRE 1792.

Seconde comparution de Louis Capet à la barre de la convention nationale.

MERCREDI 26 décembre, lendemain de la fête de Noël, dont à peine on se seroit apperçu sans les scandales de la nuit précédente, provoqués par des malveillans pour détourner l'attention de dessus le ci-devant roi, celui-ci parut à la barre de la convention à neuf heures & quelques minutes, au terme du décret de la veille. La cavalerie, au nombre de deux cents, accompagna la voiture du maire, où se trouvèrent, comme la première fois, Louis Capet & les citoyens Chambon, Chaumet & Colombeau. On fut à peine un quart-d'heure à faire le chemin du Temple à la salle de la convention. La double haie qui devoit border le boulevard depuis le Temple à la convention n'étoit point encore formée, la troupe s'étoit seulement réunie aux différens chef-lieux qui lui avoient été désignés, avec ses drapeaux & ses canons.

On ne peut reprocher aux sections d'avoir manqué de zèle dans le déploiement de la force armée ; elles le poussèrent si loin, que les patriotes, amis des principes, en furent alarmés pour les droits de la liberté individuelle. Dès sept heures du matin, dans plusieurs faubourgs & ailleurs, des officiers parcouroient les rues de leurs sections à la tête d'une patrouille, & se faisoient suivre, bon gré malgré, de tous les citoyens qu'ils trouvoient dans les boutiques & dans les ateliers. Les caporaux montoient jusqu'au troisième étage, & pénétrant jusqu'au lit des citoyens, les en arrachioient pour ainsi dire de force, sans égard pour les convenances qu'ils violaient toutes, & au risque de causer des accidens de

A 2

plus d'un genre aux femmes dont on venoit enlever les maris. Cette mesure de rigueur n'étoit rien moins que nécessaire, puisque le nombre des volontaires requis par le général étoit complet ; & en outre cette inquisition militaire étoit contre toutes les règles du service.

Dans d'autres sections on se permit quelque chose de plus fort. Nous avons sous les yeux un arrêté de celle des Quatre-Nations, dont voici la teneur qu'on ne lira pas sans indignation :

L'assemblée générale de la section des Quatre - Nations a arrêté que chacun des capitaines de la force armée étoit invité à envoyer chercher ceux des citoyens qui demain ne seroient pas sous les armes au quartier-général à l'heure indiquée, sans aucune exception que pour les fonctionnaires publics & commissaires de sa section. Signé le Gangneur, président, & Quinot, secrétaire.

Il eût été plus convenable d'inviter les citoyens à se rendre à leurs postes, & d'enjoindre aux officiers de tenir note des absens. Ici c'est tout le contraire ; on invite les officiers à faire, pour ainsi dire, à Paris ce qu'on appelle en Angleterre *la presse des matelots*.

Et c'est ce qui a été mis à exécution avec une ponctualité révoltante. Les chefs de postes ont même renchéri encore sur la sévérité de l'injonction. On en a vu qui, en allant chercher un marchand de vin, prirent sur eux d'interpeller plusieurs citoyens qui se trouvoient là, & même d'en arrêter en leur disant qu'ils n'étoient point à leur poste. *En Angleterre un particulier brûla la cervelle d'un officier public qui vint chez lui pour exécuter un ordre arbitraire* : il n'en fut que cela. Le marchand de vin, ainsi que ceux qui se trouvoient chez lui, pouvoient exiger réparation de cet attentat, & requérir l'emprisonnement du chef de poste, ou de tel autre qui, sans autre titre qu'un arrêté de section mal interprété, se permet une violation aussi formelle de la liberté individuelle, au mépris de la loi qui respecte le domicile & en garantit les franchises chez un peuple qui a cessé d'être serf.

Et c'est ainsi que mercredi dernier les sections en ont agi chacune à sa guise pour le rassemblement de la force armée, en dépit de l'arrêté de la commune. Il n'y a point eu d'uniformité dans l'exécution des ordres du commandant général. Ici, on a envoyé des billets la veille là, on a rédigé un arrêté. Ailleurs, de leur propre

mouvement , & sans doute dans de bonnes intentions ; les officiers de poste ont requis avec les hautes armes tous les hommes de leur arrondissement. Si les sections se mettent sur ce pied & confondent ainsi le civil & le militaire , & si les citoyens le souffrent , bientôt chacune d'elles deviendra une petite république qui aura ses loix à part , sa tactique à part , & ne tiendra aux 47 autres sections que par une espèce de lien fédératif ; c'est précisément là le plan de nos anarchistes accusés de vouloir démembrer la France & rompre son unité qui fait toute sa force ; or , ce seroit à Paris à donner l'exemple.

Louis Capet , en descendant de voiture pour aller à la barre , n'avoit pas l'air très-rassuré. Son visage étoit un peu blême ; ses jambes paroissoient foibles & prêtes à fléchir sous lui. Il fut conduit par le cloître & le passage des Feuillans dans la salle des conférences ; & arrivé dans cette salle où il devoit attendre avant d'être introduit , il trouva ses conseils avec lesquels il se retira dans un coin , & les entretint en particulier. Il fut bientôt averti de se rendre à la barre. Pendant le plaidoyer de l'avocat Desèze , deux petits événemens eurent lieu. Tout est à remarquer en ce moment. On fit parvenir un papier dans une enveloppe au vieux Malesherbes , qui décrocheta & remit aussitôt le paquet à son client. C'étoit la minute du petit discours que celui-ci prononça avant de se retirer. Dans un endroit très-pathétique de la plaidoierie , une canne à dard vint à tomber , & le dard sortit. L'ex-roi eut grand peur.

De plats journaux disent que Louis Capet , en quittant la barre , avoit le visage baigné de larmes. Rien de plus faux. Les premiers mots qu'il dit , rendu dans la salle des conférences , furent adressés à son avocat , qui étoit tout en sueur. Ah ! M. Desèze , que vous avez bien travaillé ! Puis apostrophant le procureur de la commune : je me suis précautionné aujourd'hui , j'ai bien déjeuné ; & vous , M. Chaumet ? — Et moi aussi. — Mais je voudrois bien pisser. . . . on lui apporta une jatte où l'on prend du café au lait.

Desèze demanda une chemise , & Louis observa qu'il en avoit besoin puisqu'il avoit parlé pendant plus de deux heures.

Les gardes nationales , rangées en haie jusqu'à la voiture , remarquèrent que Louis Capet avoit un tout autre

maintien à sa sortie qu'à son arrivée aux Feuillans. Il marchoit d'un pas ferme, la tête haute, le nez au vent, comme quand il passoit ses gardes en revue au château de Versailles.

Le retour au Temple fut beaucoup moins précipité que son arrivée à la convention; on alla au pas. Les boulevards se trouvèrent garnis de troupes des deux côtés; mais il n'y avoit presque point de spectateurs.

Capet demanda au maire à voir le portrait de sa tabatière, & lui fit compliment quand il fut que c'étoit celui de sa femme: elle est très-jolie, dit-il. Il s'enquit au citoyen Chambon de quel pays il étoit. — De la Haute-Marne. — Et tout de suite, l'ex-roi, qui est instruit, de citer les rivières, les montagnes & autres objets géographiques de ce département. — Et vous, M. Chaumet, d'où êtes-vous? — Du département de la Nièvre, sur les bords de la Loire. — C'est un pays enchanté. — Est-ce que vous y avez été? — Non, répondit Capet; mais je me proposois de faire mon tour de France en deux années, & d'en connoître toutes les beautés. Je n'ai vu que le pays de Caux.

Ah! oui, reprit le citoyen Chaumet, dans votre voyage de Cherbourg, pour voir ces fameux cônes qui ont épuisé une partie de nos finances. J'en ai vu le plan & les défauts chez M. le Normand, ingénieur des ponts & chaussées, homme rempli de mérite & de talens, vieillard octogénaire, toute sa vie persécuté par la cour & ses agens. — J'en ai entendu parler, dit Capet.

En venant il avoit demandé si Santerre & Berruyer haranguoient quelquefois leurs troupes, à l'exemple des anciens généraux dont Tite-Live cite les discours. Puis la conversation tomba sur Tacite, Sénèque, Salluste, Puffendorf, tous écrivains que l'ex-roi paroît avoir lus.

On passa ensuite à la médecine. On parla du Mesmérisme. J'aurois bien voulu en voir quelques expériences, dit Capet. Le maire lui répondit: depuis qu'on a voulu me payer pour écrire en faveur de Mesmer, j'ai reconnu qu'il y avoit du charlatanisme.

Vous n'étiez pas ici, M. Chaumet, dit le ci-devant, du temps de Mesmer, car vous m'avez dit que vous vous étiez embarqué avec la Mote-Piquet?

Capet, sentant du froid, pria le citoyen Colombeau de lever la glace de la portière, & le secrétaire-greffier se

mettoit en devoir de le faire. Non, non, dit le procureur de la commune, cela pourroit produire un mauvais effet. — Ah ! oui, dit Louis Capet ; & quelques minutes après, il rappela à ses trois compagnons de voyage l'accident du municipal Meunier, tué dans une visite domiciliaire. Il remarqua à ce sujet que toutes les fenêtres des maisons devant lesquelles il passoit étoient fermées, & en témoigna sa gratitude aux citoyens Chambom & Chaumet.

En passant devant le dépôt des ci-devant gardes françaises, il remarqua avec étonnement la superbe maison qu'on bâtit sur cet emplacement, & dit en plaisantant au secrétaire-greffier qui avoit son chapeau sur la tête dans la voiture : « La dernière fois que vous êtes venu, vous » aviez oublié votre chapeau, vous avez été plus soigneux aujourd'hui ». Ensuite, à l'occasion de l'indisposition du procureur de la commune, la conversation tomba sur les hôpitaux de Paris. Il fit des réflexions sur la dépense de ces maisons, & sur les différens projets qu'on avoit à cet égard. Il poussa plus loin ses observations, & émit son vœu pour qu'il y en eût dans chaque section.

Le secrétaire-greffier, s'occupant beaucoup de ses concitoyens qui marchaient dans la boue, & qui se trouvoient composer la force armée, saluoit tous ceux de sa connoissance. Capet lui dit : sont-ce des citoyens de votre section ? — Non, ce sont des membres du conseil général du 10 août, que je revois avec plaisir.

Ces menus détails serviroient du moins à prouver que Louis Capet n'a pas été tout-à-fait aussi soliveau qu'il l'a laissé croire. Il a voulu, il a fait le mal sciemment. Il a eu une part active dans tous les complots tramés de loin comme de près contre sa patrie & notre liberté, & le maintien qu'il affecte dans ces derniers momens, cette simplicité, cette bonhomie que des écrivains complaisans donnent pour preuve de son innocence, n'est qu'un forfait de plus pour tout homme qui a un peu étudié le cœur humain, & sur-tout celui des rois.

Passons maintenant au plaidoyer de Desèze ; nous le donnons tout entier ; nos réflexions viendront après.

« Citoyens représentans de la nation, il est donc enfin arrivé le moment où Louis, accusé par le peuple français, & entouré

des conseils que la loi & l'humanité lui donnent, peut se faire entendre au milieu du peuple lui-même, & lui présenter sa défense ! Le silence même qui m'environne, m'avertit que le jour de la justice a succédé à celui de la prévention ; que cet acte même n'est pas de vaine forme, que le temple de la liberté est aussi celui de l'impartialité ; que la loi est commune pour tous, & que l'homme, quel qu'il soit, s'il se trouve réduit à la condition humiliante d'accusé, doit trouver de la justice dans ceux mêmes qui le poursuivent. Je dis l'homme, quel qu'il soit, car Louis n'est plus qu'un homme, & un homme accusé. Citoyens, c'est le moment où vous lui devez, je ne dis pas le plus de justice, mais même le plus de faveur ; toute la sensibilité que peut faire naître un malheur sans termes, Louis doit vous l'inspirer ; & , comme l'a dit un républicain célèbre, l'accusé qui a été grand, présente quelque chose de plus attendrissant, de plus sacré que le sort des autres hommes : sans doute celui qui a occupé le trône le plus brillant de l'univers doit inspirer la plus grande compassion.

» Vous avez appelé Louis devant vous ; il y est venu avec calme, avec confiance, avec dignité ; il y est venu plein du sentiment de son innocence, sort de son intention, qu'aucune force humaine ne peut lui ravir ; il vous a manifesté son ame toute entière ; il vous a révélé jusqu'à ses pensées les plus secrètes : mais en discutant sans préparation & sans examen des faits qu'il n'avoit pu prévoir, en improvisant, pour ainsi dire, une justification qu'il étoit bien loin d'imaginer devoir donner un jour, il n'a pu que dire son innocence : moi, je viens la prouver. Il n'a pas pu vous en présenter les preuves : moi, je vous les apporte ; je les apporte à ce peuple qui l'accuse. Je voudrois pouvoir être entendu de la France entière ; je voudrois que cette enceinte pût s'agrandir pour la recevoir. Je fais qu'en parlant aux représentans de la nation, c'est parler à la nation elle-même ; mais Louis regrette qu'une foule immense, qui n'a reçu que des préventions contre lui, ne puisse pas l'entendre ; il regrette de n'être pas à portée de lui fournir sa réponse : ce qui lui importe le plus, c'est de prouver qu'il n'est pas coupable. Louis fait bien que l'Europe attend avec impatience le jugement que vous allez rendre ; mais il ne s'occupe que de la France : il fait bien que la postérité recueillera un jour toutes les pièces de ce grand procès ; mais Louis ne songe qu'à ses contemporains ; il n'aspire qu'à les détromper. Et nous aussi, nous ne nous sommes occupés que de la France, que de justifier Louis ; & nous ne croirons avoir rempli notre tâche, que quand nous aurons démontré son innocence.

» Je ne dois pas dissimuler, citoyens, que c'a été pour nous un sujet de douleur, de voir que le temps nous a manqué, sur-tout à moi, pour la combinaison de cette défense.

» Les matériaux les plus vastes étoient dans nos mains ; à peine avons-nous eu le temps de jeter les yeux sur les pièces que la commission nous a remises. Nous avons employé à les classer les momens qui nous avoient été accordés pour les examiner ; & dans une cause qui, par son importance & , si je puis m'exprimer ainsi, par son retentissement dans les siècles, auroit mérité plusieurs mois de réflexions & de travaux, nous n'avons eu que quelques jours de méditation. Je vous supplie donc, citoyens, de m'entendre avec l'indulgence

l'indulgence & le respect que l'on doit à la défense de tout accusé ; que la cause de Louis ne souffre point des omissions forcées de son défenseur ; que l'on voie éclater & votre justice & votre zèle, & que l'on puisse dire, comme le célèbre orateur de Rome, que vous avez travaillé, pour ainsi dire, à la justification que je vous présente.

« J'ai une grande carrière à parcourir, je vais l'abréger en la divulant.

« Si je n'avois à répondre qu'à des juges, je ne leur parlerois que des principes, je me contenterois de dire : depuis que la nation a aboli la royauté, il n'y a rien à prononcer contre Louis ; mais je parle aussi au peuple, & Louis est trop jaloux de son honneur pour ne pas s'imposer une tâche surabondante, & ne pas se faire un devoir de discuter tous les faits. Je poserai d'abord les principes, & je discuterai ensuite tous les faits renfermés dans l'acte d'accusation.

« J'ai à examiner l'affaire sous deux points-de-vue : sous celui où étoit placé Louis XVI avant l'abolition de la royauté, & sous celui où il se trouve placé depuis.

« En entrant dans la discussion, je trouve un décret par lequel vous déclarez que Louis sera jugé, & qu'il le sera par vous : je n'ignore pas quelle est l'explication qu'on a donnée à ce décret ; je fais qu'on a supposé que, par cette action, la convention avoit ôté à Louis l'inviolabilité dont la constitution l'entouroit. On dit que Louis ne peut employer pour sa défense, son inviolabilité ; mais c'est là une erreur. Il a le droit de repousser par tous les moyens possibles l'accusation qui lui est intentée : ce droit est celui de tous les accusés, & il n'appartient pas au juge de l'en priver : il ne peut qu'apprécier sa défense.

« Voici donc les principes que je pose, & que je réclame ; les nations sont souveraines ; elles ont la liberté de se donner telle forme de gouvernement qui leur paroît la plus convenable ; elles peuvent, après avoir reconnu des vices dans cette forme, en adopter une nouvelle. Je ne conteste pas ce droit des nations ; il est imprescriptible ; il est écrit dans l'acte constitutionnel, & l'on n'a peut-être pas oublié que c'est à l'un des conseils de Louis, membre alors de l'assemblée constituante, que l'on doit la consécration de ce principe fondamental. Mais une grande nation ne peut exercer elle-même sa souveraineté, il faut nécessairement qu'elle en délègue l'exercice, & la nécessité de cette délégation la conduit à un gouvernement monarchique ou à tout autre.

« En 1789, à cette première époque de la révolution qui a changé notre gouvernement, la nation assemblée a déclaré aux mandataires qu'elle avoit choisis, qu'elle vouloit garder la monarchie : ce gouvernement exigeoit l'inviolabilité de son chef. On avoit pensé que dans un pays où le roi est chargé seul de l'exécution des lois, il avoit besoin, pour que son autorité n'éprouvât pas des obstacles insurmontables, de toute la force de l'opinion ; qu'il falloit qu'il pût imprimer cette crainte salutaire qui fait respecter la loi ; il falloit qu'il pût réprimer les passions qui contrarieroiént le vœu général ; il falloit qu'il tint dans sa main tous les ressorts constitutionnels, & qu'il ne souffrît pas qu'un seul se relâchât : on avoit pensé que pour remplir de si grands devoirs, il falloit que le monarque jouît d'une grande puissance, & que pour que cette grande puissance pût s'exercer avec liberté, il falloit que le roi fût

inviolable. Les représentans du peuple savoient d'ailleurs que ce n'étoit pas pour les rois que les nations créaient l'inviolabilité, mais pour leur bonheur; que dans un gouvernement monarchique, la tranquillité seroit toujours troublée si le chef suprême n'opposoit pas sans cesse l'autorité de la loi à toutes les passions qui pourroient contrarier le gouvernement.

» Ils avoient pensé, avec un peuple voisin, que c'étoit un principe aussi moral que politique, que cette maxime : les fautes des rois ne sont point personnelles; qu'il faut les attribuer au malheur de leur position & aux séductions dont ils sont environnés, & qu'il vaut mieux pour le peuple écarter d'eux toute espèce de responsabilité, & supposer même leur démence, que de les exposer à des attaques qui occasionneroient des révolutions continuelles. C'est dans ces idées que les représentans du peuple ont posé les bases de l'inviolabilité.

» J'ouvre la constitution, & je remarque d'abord que la royauté a été donnée à Louis à titre de délégation. On a demandé si elle étoit un contrat : ce n'étoit là qu'une chicane de mots; sans doute ce n'étoit pas un contrat ordinaire, c'étoit évidemment un mandat qui attribuoit l'exercice de la souveraineté dont la nation se réservoir le principe, & une attribution par conséquent révocable. Mais c'étoit un contrat en ce sens, que, tant qu'il subsistoit, il devoit être fidèlement exécuté par tous les fonctionnaires publics, par tous les citoyens.

» Voyons quelles sont les peines infligées aux fautes du roi. L'article II le déclare inviolable, & il n'y a aucune disposition qui altère cette inviolabilité; mais voici des hypothèses prévues, & qui semblent altérer cette inviolabilité, & où le roi, perdant son caractère, cessoit d'être inviolable.

» La première hypothèse est celle que pose l'article V. La nation impose ici au roi l'obligation de lui prêter le serment de fidélité. La rétractation de ce serment est sans doute un crime de la part du roi. Mais quelle est la peine prononcée par la constitution? c'est que le roi sera censé avoir abdiqué la royauté; & ce n'est pas même une peine, c'est une supposition que le roi ne veut plus l'être; & ici les mots ne sont pas indifférens. Il est évident que la loi a évité de blesser le caractère jusques dans les termes; les expressions sont choisies. Elle ne parle ni de tribunal ni de jugement; elle a cru seulement devoir, pour sa sûreté, prévoir le cas où elle auroit à se plaindre des attentats du roi. Si ce cas arrive, le roi sera présumé avoir consenti à la révocation du mandat qu'on lui avoit donné; la nation est libre de le reprendre; & cette fiction réalisée n'est pas une peine, mais un fait.

» Je viens de dire que la constitution avoit prévu les cas d'une rétractation de serment, d'une trahison, d'un attentat à la sûreté de la nation, en tournant contre elle la force destinée à sa défense; elle a prévu ces cas, & que prononce-t-elle? la présomption de l'abdication de la royauté.

» L'article VII prévoit le cas de la sortie du royaume, du refus d'obéir à l'invitation d'y rentrer; quelle peine prononce-t-il? la présomption de l'abdication de la royauté.

» Je n'ai pas besoin de définir l'abdication expresse; l'abdication légale est définie par les articles ci-dessus cités; il résulte, de l'article VIII, que ce n'est qu'après avoir abdiqué ou avoir commis un

délit qui emporte la présomption de l'abdication, que le roi rentre dans la classe des citoyens. Le roi n'étoit donc pas avant dans la classe des citoyens; & son existence particulière, isolée, distincte, privilégiée, lui venoit de la loi même; de la loi qui lui avoit imprimé le caractère sacré de l'inviolabilité, qui ne devoit s'effacer pour lui qu'après son abdication légale : & observez que la loi qui dit que le roi, ayant abdicqué, rentre dans la classe des citoyens, venoit de faire résulter l'abdication; de quoi? du plus grand forfait : un roi, commandant une armée dirigée contre la nation, rentre, d'après la loi, dans la classe des citoyens. Elle n'a pas supposé qu'on puisse le condamner à une peine, ou lui en faire supporter d'autre que la présomption de l'abdication.

» Citoyens, combien les textes de la loi constitutionnelle, ainsi rapprochés, se prêtent une explication l'un à l'autre ! Le roi, rentré dans la classe des citoyens, peut être jugé comme eux pour les actes postérieurs à son abdication ; mais il ne peut pas être jugé pour les actes antérieurs à cette abdication.

» Au reste, la loi est parfaitement égale entre le corps législatif & le roi. Le corps législatif pourroit aussi trahir la nation, abuser du pouvoir qui lui est confié, en proroger le terme, envahir la souveraineté : la nation avoit le droit de le dissoudre ; mais aucune peine n'est prononcée ni contre le corps, ni contre les membres.

» J'applique ces principes : Louis est accusé ; il l'est au nom de la nation ; il est accusé de plusieurs délits ; ces délits sont prévus par l'acte constitutionnel, ou ils ne le sont pas : s'ils ne sont pas prévus, on ne peut les juger ; car alors il n'existe pas de loi qu'on puisse leur appliquer : s'ils sont prévus, alors l'abdication est la seule peine.

» Mais je vais plus loin : je soutiens qu'ils sont prévus par l'acte constitutionnel, car il a prévu un attentat qui les renferme tous, la guerre faite contre la nation avec ses propres forces ; de quelque manière qu'on l'entende, tout est là : eh bien ! pour tous ces délits, la loi ne prononce que l'abdication présumée de la royauté.

» La nation a pu changer le gouvernement de la France : mais a-t-elle dépendu d'elle de changer le sort de Louis ? A-t-elle pu faire qu'on lui appliquât une loi autre que celle à laquelle il s'étoit soumis par le mandat qu'il avoit accepté ? Louis n'a-t-il pas le droit de vous dire : « Quand la convention s'est formée, j'étois prisonnier de la nation ; vous pouviez prononcer sur mon sort : pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? Vous avez aboli la royauté : je ne vous conteste pas ce droit ; mais si vous aviez suspendu cette déclaration, & que vous eussiez commencé par prononcer sur mon sort, vous auriez prononcé suivant la loi existante : pourquoi donc n'avez-vous pas commencé par là ? Ce que vous avez fait ne me peut nuire : vous avez pu vous placer hors de la constitution ; mais vous ne pouvez pas me juger hors d'elle. Quoi ! vous voulez me punir ; & parce que vous avez aboli la royauté, vous voulez me priver du bénéfice de la constitution ? vous voudriez prononcer une peine différente de celle à laquelle je m'étois soumis ? vous voudriez en créer une pour moi seul ? Il n'est pas, je l'avoue, de puissance égale à la vôtre : mais il en est une que vous n'avez pas, c'est celle d'être injustes ? »

» Citoyens, à cela je ne connois point de réponse. On nous dit cependant que la nation ne pouvoit, sans aliéner sa souveraineté,

s'ôter le droit de punir, autrement que par la constitution, les crimes commis contre elle; mais c'est là un équivoque dont il est bien étonnant qu'on se soit servi. La nation a pu se donner une loi constitutionnelle; elle n'a pas pu renoncer elle-même au droit de changer cette loi, parce ce droit étoit dans l'essence de la souveraineté qui lui appartenait; mais elle ne pourroit pas dire aujourd'hui, sans soulever contre elle les réclamations de l'univers indigné: Je ne veux pas exécuter la loi que je me suis donnée à moi-même, malgré le serment solennel que j'avois fait de l'exécuter tout le temps qu'elle subsisteroit. Lui prêter un pareil langage, c'est insulter à la loyauté nationale, & supposer que la constitution n'a été que le plus horrible piège.

On a dit que les délits dont Louis est accusé, n'étoient pas dans l'acte constitutionnel, & qu'il peut être jugé par les principes du droit naturel & du droit politique. A la première de ces assertions, je réponds qu'il seroit bien étrange que le roi n'eût pas le droit de tous les citoyens, celui de n'être jugé que d'après la loi, & de n'être pas soumis à un jugement arbitraire; à la seconde, qu'il n'est pas vrai que les crimes imputés à Louis ne soient pas dans l'acte constitutionnel.

« Qu'est-ce en effet qu'on lui reproche? c'est d'avoir trahi la nation, en faisant tout ce qui étoit en son pouvoir pour renverser la constitution: mais elle a prévu qu'un roi pouvoit l'attaquer, & elle n'a prononcé contre lui que la présomption de l'abdication de la royauté: comment pourroit-on opposer une peine plus forte à un délit moins grave?

« Je ne vois que des objections spécieuses parmi celles qu'on a élevées: je vais les parcourir toutes. Je ne vous parlerai pas de ce qu'on a dit que Louis avoit été jugé en insurrection; le sentiment, la raison s'opposent à la discussion d'une maxime destructive de toute humanité, d'une maxime qui compromet la vie, l'honneur des citoyens, & qui est contraire à tout principe de justice. Je ne chercherai point à définir l'insurrection; à quel signe on peut reconnoître si elle est générale, ou partielle; mais je dirai que dans tous les cas elle ne peut être un jugement, car par sa nature l'insurrection est une opposition subite à l'oppression que l'on éprouve ou que l'on croit éprouver.

« Je ne parle pas non plus de ce qu'on a dit que la royauté étoit un crime. Le crime, en effet, seroit de la part de la nation; elle auroit dit à Louis: Je t'offre la royauté. Mais elle se seroit dit à elle-même: Je te punirai de l'avoir reçue.

« On a dit que Louis ne pouvoit invoquer la loi constitutionnelle, parce qu'il l'avoit violée. D'abord on suppose qu'il l'a violée; je prouverai le contraire. Mais d'ailleurs la loi a présupposé cette violation, & elle n'a prononcé pour peine que l'abdication présumée de la royauté.

« On a dit que Louis devoit être jugé en ennemi; mais n'est-il pas un ennemi celui qui se met à la tête d'une armée? Hé bien, la constitution a prévu cela, & elle n'a prononcé encore que l'abdication présumée de la royauté.

« On a dit: Le roi étoit inviolable pour chaque citoyen, & non pas pour le peuple. Mais les fonctionnaires républicains ne pourroient donc réclamer la garantie que la loi leur a donnée! Quoi! les représentans de la nation ne seroient pas inviolables pour le

peuple, relativement à ce qu'ils auroient dit ou fait en qualité de représentans ! Quel inconcevable argument ! On a dit encore que s'il n'existoit pas de loi applicable à Louis, c'étoit à la volonté du peuple à en tenir lieu.

« Citoyens, voici ma réponse :

« Je lis dans Rousseau ces paroles : « Là où je ne vois ni loi faite qu'on puisse suivre, ni juge qui puisse prononcer, je ne m'en rapporte point à la volonté générale ; car elle ne peut, comme la volonté générale, prononcer sur un homme ni sur un fait. » Un pareil texte n'a pas besoin de commentaire.

« Je ne m'arrête pas sur une foule d'opinions qu'on a publiées. Quelle que chose qu'on ait dit contre l'inviolabilité constitutionnelle, on ne pourra jamais en tirer que ces deux conséquences : ou que la loi ne doit pas être entendue dans son sens naturel, ou qu'elle ne doit pas être exécutée. Au premier point, je réponds qu'en 1789, quand on discuta cette question dans l'assemblée constituante, on proposa tous les doutes, toutes les objections que l'on renouvelle aujourd'hui ; & cependant la loi fut adoptée telle qu'elle est dans la constitution : donc on ne peut pas l'entendre aujourd'hui dans un autre sens ; donc on ne peut pas convertir l'inviolabilité absolue qu'elle prononce, en une inviolabilité relative ou modifiée.

« Je réponds au second point, que quand même la loi de l'inviolabilité, dans ce qu'elle a de plus absolu, seroit contraire aux intérêts de la nation, elle doit être exécutée jusqu'à ce qu'elle ait été révoquée, parce qu'elle a été acceptée, parce que cette acceptation absout les législateurs de l'erreur qu'on leur reproche, & parce qu'enfin, ce qui ne permet plus d'objection, elle a fait serment de l'exécuter tant qu'elle existeroit.

« Louis étoit inviolable tant qu'il étoit roi ; l'abolition de la royauté ne peut rien changer à sa position. On peut lui appliquer la loi qui présume l'abdication de la royauté ; mais on ne peut lui en appliquer d'autre : ainsi, concluons que là où il n'y a point de loi applicable, il ne peut y avoir de jugement ; & que là où il n'y a point de jugement, il ne peut y avoir de condamnation.

« Vous ne pouvez pas faire que Louis cesse d'être roi quand vous voulez le juger, & qu'il ne redevienne pas citoyen lors du jugement. Si vous voulez juger Louis comme citoyen, où sont ces formes conservatrices des droits de l'accusé ? où est la séparation des pouvoirs ? où sont ces jurés d'accusation & de jugement, ces otages que la loi donne à l'accusé en garantie de son innocence ? Où est cette faculté nécessaire de la récusation placée comme un obstacle contre les haines particulières ? Où est cette proportion de suffrages, ce scrutin silencieux qui provoque le juge à recueillir son opinion, & à converser, pour ainsi dire, avec sa conscience ? Où sont les précautions religieuses prises par la loi, pour que le citoyen, même coupable, ne soit pas jugé arbitrairement ?

« Je vous parlerai avec la franchise d'un homme libre ; je cherche parmi vous des juges, & j'y vois des accusateurs. Vous voulez prononcer, & vous avez déjà émis votre vœu, & vos opinions parcourent l'Europe. Louis sera-t-il donc le seul Français pour lequel on ne suive nulle loi, nulle forme ? Louis ne jouit ni du droit de citoyen, ni de la prérogative des rois : il ne jouira ni de son ancienne condition ni de la nouvelle ! Quelle étrange exception ! Je n'arrête point vos réflexions sur ces idées : je les abandonne à votre conscience.

« Je ne veux pas défendre Louis seulement par les principes, je veux le défendre par les faits, & je veux détruire les préventions répandues sur les intentions.

« Je divise l'acte d'accusation en deux parties; je parcourrai les faits qui ont précédé la constitution, j'examinerai ensuite ceux qui l'ont suivie.

« Législateurs, vous remontez dans l'acte énonciatif au mois de juin 1789, j'y remonte aussi. Mais comment avez-vous pu accuser Louis d'avoir voulu dissoudre l'assemblée constituante? Oubliez-vous que depuis 150 ans les princes, oppoés à la convocation des états-généraux, n'osoient consulter la volonté nationale; que seul il en eut le courage; que seul il voulut s'environner des lumières de son peuple; & ne redouta point les réclamations qu'il pourroit faire? Oubliez-vous les sacrifices qu'il fit avant cette convocation, tout ce qu'il retrancha à sa puissance pour l'ajouter à notre liberté: nous sommes loin de ce moment; il s'est trop effacé de notre mémoire. Nous ne songeons pas aitez ce qu'étoit la France en 1789; que sans la volonté de ce prince, la nation n'auroit pas été assemblée, & que vous ne seriez pas ici à délibérer: & vous pouvez croire que le même homme, qui a eu spontanément une idée si hardie & si noble, a pu en avoir une contraire un mois après?

« Vous lui reprochez les agitations de juillet, les troupes cantonnées auprès de Paris, les mouvemens de ces troupes? je pourrois vous dire que Louis n'avoit pas les intentions qu'on lui suppose; je pourrois vous dire que les troupes cantonnées autour de Paris n'étoient là que pour garantir Paris des agitateurs; que loin d'avoir reçu l'ordre de marcher contre les citoyens, elles avoient reçu l'ordre exprès de s'arrêter devant eux: j'ai vu moi-même cet ordre, lorsque j'eus occasion de défendre le général de ces troupes, accusé de crime de lèse-nation, & que la nation ne balança pas à absoudre. Mais j'ai une réponse meilleure encore; & c'est la nation qui me la fournit: je la vois, le 4 août, proclamer Louis le restaurateur de la liberté française.

« On lui reproche d'avoir souffert qu'en sa présence on foulât aux pieds la cocarde nationale. Il vous a répondu lui-même que ce fait odieux, qu'il ignoroit, ne s'étoit point passé devant lui.

« On lui reproche de s'être opposé à l'abolition des privilèges; les observations sur le décret du 11 août, sa conscience les lui avoit dictées: & comment n'auroit-il pas eu alors la liberté d'opinion sur les décrets, quand la nation la lui a accordée après?

« On lui reproche les événemens des 5 & 6 octobre. Citoyens, il n'y a ici qu'une réponse qui convienne à Louis, c'est de ne point rappeler cette journée; j'aime mieux vous rappeler celle du 4 février: j'aime mieux vous rappeler qu'au mois de juillet suivant, les représentans du peuple le constituèrent chef de la fédération nationale.

« Louis, dit-on, avoit essayé de corrompre l'esprit public: on a dit avoir trouvé un mémoire dans lequel Talon étoit chargé de travailler l'opinion dans Paris, tandis que Mirabeau devoit imprimer un mouvement contre-révolutionnaire aux provinces. On a dit avoir trouvé des lettres de Laporte, qui parlent d'argent répandu; vous lui reprochez ces lettres.

« J'ai ici plusieurs réponses à vous faire. D'abord, si je défendois un accusé ordinaire, je dirois qu'on ne peut pas lui opposer des pièces trouvées par l'invasion de sa maison ; j'observerois que lors du scellé même que la justice fait apposer sur les papiers d'un accusé, jamais on ne fait l'inventaire qu'en présence de cet accusé ; j'ajouterois que sans cela rien ne seroit plus facile à la malveillance que d'ajouter des pièces à la charge de l'accusé, & d'en soustraire qui pourroient le justifier ; je dirois enfin que sans cette forme sacrée de l'inventaire en présence de l'accusé, l'honneur & la liberté des citoyens seroient tous les jours exposés aux plus grands périls.

« Or, cette défense que je ferois valoir en faveur d'un simple particulier, j'ai bien le droit de l'employer en faveur de Louis, dont la maison a été envahie & les papiers pillés. La loi ne les a point mis sous sa sauve-garde ; il n'y a eu ni scellé, ni inventaire. On a pu égarer les pièces qui auroient expliqué celles qu'on lui oppose aujourd'hui : il n'étoit pas présent quand on s'est saisi de ces pièces ; il a donc le droit de ne pas les reconnoître, & on n'a point celui d'en argumenter contre lui. Mais d'ailleurs quelles sont ces pièces ? Des lettres d'un homme mort peuvent-elles faire preuve ? Si celui à qui elles sont imputées vivoit, on ne pourroit les lui opposer à lui même : comment peut-on les opposer à Louis ! Seroit-ce parce qu'elles parlent d'argent répandu ? Mais quand on auroit abusé de la bienfaisance de Louis, ne fait-on pas avec quel art on trompe les rois ? Ne sont-ils pas environnés de pièges ? & Louis fera-t-il convaincu d'un crime par cela seul que de vils intrigans auront abusé de sa munificence.

« Citoyens, Mirabeau a joui pendant sa vie, & long-temps après sa mort, d'une popularité immense : on attaque sa mémoire ; mais une voix s'est élevée pour la défendre. Il faut que la nation connoisse cette défense. On parle d'un mémoire adressé à Louis, dans lequel Mirabeau est, dit-on, nommé pour opérer un mouvement contre-révolutionnaire ; mais un roi peut-il répondre des mémoires qui lui sont présentés ? Il n'existe pas l'ombre d'une preuve que Louis ait adopté ces plans, ou les ait approuvés. Les apostilles, les notes marginales indiquent seulement la date & le nom de l'auteur. Il n'en résulte rien qui puisse faire connoître l'opinion de Louis.

« On lui reproche une lettre écrite en 1790 à Lafayette, pour l'engager à se concerter avec Mirabeau ; mais d'abord ce n'étoit qu'un projet, la lettre n'a pas été envoyée. Mirabeau & Lafayette étoient les hommes les plus populaires ; ils vouloient la constitution & la liberté ; ils avoient un grand ascendant sur les esprits. Louis leur demandoit de se concerter ensemble pour le bien de l'état ; ce sont les termes du billet.

« Vous lui avez reproché la lettre au général Bouillé, du 4 septembre de la même année. Mais ici Louis n'a point à se disculper ; il a suivi l'exemple de la nation : ses représentans avoient décrété des remerciemens à Bouillé. Le lendemain, Louis écrivit pour l'exhorter à rendre toujours à la nation de pareils services. Comment peut-on le blâmer d'avoir pensé & agi comme les représentans de la nation ?

« Vous lui avez demandé compte du rassemblement fait aux Tuileries le 28 septembre 1791 ; mais ce rassemblement n'étoit pas du fait de Louis. Des hommes d'un zèle ardent, ajoutant trop de foi à des bruits incertains, croient voir du danger pour sa personne,

& se réunissent autour de lui. Il ne peut prévenir leur rassemblement ; mais il en arrête les suites, leur fait déposer les armes , & est le premier à calmer l'inquiétude du peuple.

» Vous lui avez reproché son voyage à Varennes. Louis a dit ses motifs à l'assemblée constituante , & je m'en réfère aujourd'hui comme lui à ses explications.

» Vous lui avez reproché d'avoir répandu le sang au champ de Mars. Quoi ! vous l'accusez d'avoir versé le sang au champ de Mars ! Vous voulez que ce sang retombe sur lui ! Avez-vous oublié que ce malheureux prince étoit alors suspendu de ses fonctions ? enfermé dans son palais , prisonnier de la nation , sans aucune communication au-dehors , gardé à vue : où étoient donc pour lui les moyens de conspirer ?

» Enfin, vous lui avez reproché d'avoir payé des libelles , d'avoir soutenu la cause des émigrés. Je reviendrai bientôt sur les émigrés , & je n'aurai pas de peine à prouver que jamais il n'a soutenu leur cause. Quant à présent , je me bornerai à dire que ce n'est pas chez Laporte qu'on a trouvé les écrits qu'on lui présente ; que c'est chez son secrétaire , qui n'étoit pas connu de lui : mais quand Louis auroit fait de même tout cela pour ramener l'opinion que tant de factieux alors égardoient , où seroit le reproche à lui faire ? La nation a décrété la république ; mais ce n'étoit pas cette forme de gouvernement qu'elle vouloit alors , & c'étoient les républicains qui attaquoient la constitution. L'assemblée législative ne s'étoit-elle pas elle-même élevée contre ce système au mois de juillet ? La nation vouloit la constitution : on pouvoit donc écrire pour la soutenir ; on le devoit même. Louis , comme chef suprême , étoit obligé d'en surveiller le dépôt ; il a dû diriger l'opinion publique & la ramener. Si dans l'exécution des vues qu'on lui a présentées , qu'il avoit adoptées , on l'a trompé , on a abusé de sa confiance ; si on a répandu des opinions dangereuses , au lieu d'en répandre d'utiles : peut-on l'en accuser lui-même ?

» Je viens justifier Louis de tous ces faits , & je n'ai pas encore prononcé le mot qui seul pouvoit effacer toutes ces erreurs ; je n'ai pas dit que depuis tous ces faits , il avoit accepté la constitution : ce mot suffit pour répondre à tout. La constitution étoit le pacte nouveau de l'alliance ; ce pacte solennel n'a pu se faire sans une confiance réciproque & absolue. Il n'y avoit plus alors de nuages entre le peuple & le roi : le passé n'existoit plus , les soupçons étoient dissipés , les passions évanouies ; en un mot , tout étoit oublié. On ne peut donc plus rappeler tout ce qui a précédé la constitution. Examinons tout ce qui l'a suivie.

» Je distingue ici les faits compris dans l'acte d'accusation en deux classes ; les faits dont Louis n'étoit pas chargé de répondre , & qui regardent les agens que la constitution lui avoit donnés , & les faits qui lui sont personnels.

» J'écarte les faits qui regardoient la responsabilité des ministres : il ne seroit pas juste de rendre Louis responsable d'objets dont la constitution ne lui avoit pas demandé la garantie. Elle avoit créé la responsabilité des ministres pour l'en affranchir ; c'étoit sur eux seuls qu'elle avoit dit que sa vengeance tomberoit , s'il se commettoit quelque attentat contre elle ; elle avoit d'ailleurs , & par cela même , enchaîné le pouvoir suprême. Sa signature seule n'étoit d'aucune valeur , si l'un de ses agens n'y joignoit la sienne ; il n'est donc pas

pas étonnant que la loi ne lui ait demandé aucune garantie : on n'a donc pas le droit d'accuser le roi & les ministres pour les mêmes faits.

» Cependant, en jetant un coup-d'œil sur les faits ministériels qui sont dans l'acte d'accusation, il est bien facile de voir que les imputations ne sont pas fondées. Par exemple, on reproche à Louis de n'avoir fait part de la convention de Pilnitz, que quand elle étoit connue de toute l'Europe. D'abord c'étoit un traité secret entre l'empereur & le roi de Prusse : le gouvernement n'avoit aucune communication, aucune preuve de son existence; on n'en étoit instruit que par des notes des différens agens placés dans les cours étrangères. Qui pût faire la loi au pouvoir exécutif de donner connoissance à une assemblée dont toutes les opérations étoient authentiques, d'une convention qui ne pouvoit pas exister ? Eh bien ! cette connoissance, qu'on ne pouvoit donner à l'assemblée parce qu'on avoit des doutes, elle fut donnée à son comité diplomatique aussi-tôt les premières nouvelles reçues. J'invoque le dépôt des affaires étrangères, où on trouvera la preuve de ces faits. On verra que les premières pièces relatives à la convention de Pilnitz avoient à peine été remises au roi, que le comité diplomatique en étoit prévenu ; j'en ai moi-même les preuves entre mes mains.

» On a fait un autre reproche à Louis ; c'est d'avoir envoyé à Arles des commissaires contre-révolutionnaires. Louis a fait à cela une réponse très-juste : il a dit que ce n'étoit pas par les actes de ces commissaires qu'on devoit juger l'intention du gouvernement, mais par les instructions qu'ils avoient reçues. Vous n'accuserez pas ces instructions : vous ne pouvez donc pas accuser le gouvernement. Vous avez reproché à Louis d'avoir retardé d'un mois l'envoi du décret qui réunissoit Avignon à la France : citoyens, l'assemblée législative a fait le même reproche à Leflart ; c'étoit un des chefs d'accusation intenté contre lui. Leflart n'est plus, il a péri au moment où il préparoit pour l'Europe une justification éclatante ; & il avoit annoncé que cette justification, à laquelle il travailloit dans le secret de sa prison, ne laisseroit pas le moindre nuage sur sa conduite. Pouvez-vous renouveler contre sa mémoire une imputation dont la mort défend l'éclaircissement ? On a reproché à Louis les troubles de Nîmes, de Montauban, de Jalès : mais est-ce donc à lui à répondre de tous les orages qu'une grande révolution doit nécessairement exciter ? Il est impossible qu'il n'y ait pas de trouble dans un pays dont on change le gouvernement, & sur-tout dans les pays méridionaux, où les têtes sont plus exaltées. Ce qui a donné lieu à cette imputation, c'est qu'on a cru que les princes, ses frères, ayant des liaisons avec Dufaillant, il pourroit bien en avoir lui-même. C'est une erreur, & vous allez en juger par les pièces qui ont été communiquées à Louis, car on y remarque un pouvoir donné à Dufaillant par les princes, pour emprunter une somme de 300,000 liv. Or, l'on conçoit que si Louis avoit été d'accord, il n'auroit pas réduit les conspirateurs à emprunter, sans la trouver, une somme si peu considérable, & qu'il auroit fourni toutes celles nécessaires à cette conspiration.

» Au reste, à mesure que les troubles du Midi sont venus à la connoissance du gouvernement, il en a instruit l'assemblée ; il a employé tous les moyens qu'elle a décrétés ; & la preuve en est

que ces troubles ont été apaisés par les moyens qu'employa le gouvernement.

» On a voulu faire un crime à Louis d'une lettre écrite par Wigenstein ; mais cet officier étoit rappelé, & cet écrit étoit postérieur à son rappel ; il n'a pas été employé depuis cette époque ; & Louis ne pouvoit pas empêcher Wigenstein de lui écrire : tout ce qu'il pouvoit faire, c'étoit de ne plus l'employer. On a parlé du commandement de la Corse ; il ne l'a jamais eu : on vous a parlé d'un grade dans l'armée du Nord ; il est possible que Lafayette l'ait demandé, mais la commission n'a pas été expédiée ; Wigenstein resta à Paris jusqu'à sa mort.

» On a reproché à Louis les comptes de Narbonne, au sortir de son ministère. Narbonne étoit seul responsable, & l'Assemblée législative déclara qu'il emportoit les regrets & l'estime de la nation.

On lui a reproché d'avoir détruit la marine, d'avoir conservé le ministre Bertrand, malgré les observations de l'Assemblée législative. Bertrand a réfuté lui-même ces observations, & tant que l'Assemblée nationale ne l'a pas accusé, Louis pouvoit lui conserver sa confiance.

» Ou lui a reproché les désastres de nos colonies ; je ne crois pas avoir besoin de l'en justifier.

» On lui a reproché de n'avoir donné connoissance des hostilités du roi de Prusse, qu'au moment où elles étoient inévitables. Louis a répondu qu'il avoit averti l'Assemblée, dès qu'il en avoit eu connoissance ; & le dépôt des affaires étrangères en fournit les preuves.

» On lui a reproché la reddition de Longwy & de Verdun : je répons, quant à Longwy, que ce sont les habitans qui se sont rendus ; & quant à Verdun, qui a donc nommé ce commandant, aujourd'hui si célèbre par son héroïsme, ce brave Beaurepaire, si ce n'est Louis ?

» On l'accuse d'avoir laissé avilir la nation dans toute l'Europe. Je demande pour lui qu'on compulse le dépôt des affaires étrangères ; on y verra, pour sa justification, qu'aussi-tôt qu'une insulte a été faite à quelques Français, le gouvernement en a exigé la réparation. Le temps nous a manqué pour faire nous-mêmes ces recherches ; mais Louis atteste que ces preuves existent.

» On lui a reproché enfin d'avoir retenu les gardes-suiſſes, malgré la constitution & les décrets qui le défendoient.

» Pour répondre à cette imputation, il suffit de citer le premier décret du 17 septembre, qui ordonne que les gardes-suiſſes resteront dans le même état ; deux autres du 15 janvier, la lettre de d'Affry, du 17 ; un autre décret qui ordonne que les deux bataillons du régiment se retireront à 30,000 toises de la capitale ; une seconde lettre de d'Affry, qui, placée entre les capitulations helvétiques & la volonté de l'Assemblée, envoie de nouvelles observations, le 4 août.

» L'Assemblée passe à l'ordre du jour, & le décret est exécuté.

» Citoyens, voilà les faits qui regardoient les ministres. Louis auroit pu se dispenser d'y répondre ; mais j'ai voulu prouver au peuple que, dans les cas mêmes où Louis ne devoit pas de garantie, il s'étoit toujours conduit comme s'il eût été obligé par la loi d'en offrir une.

« Je passe aux faits qui peuvent être considérés comme regardant Louis. Ici, législateurs, le temps m'oblige de presser ma marche; je répondrai à tous les faits qui concernent Louis, mais avec moins de détails que si nous avions eu plus de temps pour préparer cette défense. Nous voulons ici éclairer le peuple, le ramener, dissiper ses préventions; & en abandonnant tous les mouvemens oratoires, c'est un sacrifice de plus que nous faisons à Louis.

« On accuse Louis d'avoir refusé sa sanction au décret du camp de Paris & à celui des prêtres : je pourrois d'abord observer que la constitution laissoit au roi la sanction libre; & qu'en supposant que Louis se fût trompé sur les motifs de son refus, on n'avoit pas le droit de lui demander raison de son erreur, encore moins de la lui reprocher comme un crime. Mais en écartant cette réflexion, Louis craignoit des troubles; ce décret donnoit des alarmes à la garde nationale; les opinions de la capitale étoient divisées : une grande partie de ces opinions paroissoit justifier le décret; un plus grand nombre sembloit le combattre; le conseil n'étoit pas d'accord; Louis crut devoir refuser sa sanction : mais en même temps il forma le camp de Soissons; &, par l'événement, cette combinaison est celle qui a rendu les plus grands services à la nation. Le camp de Paris lui eût été inutile. À l'égard du décret sur les prêtres, citoyens, on ne force pas la conscience. En sanctionnant ce décret, Louis eût craint de blesser la sienne : peut-être s'est-il trompé. Mais son erreur est vertueuse; & en blâmant le résultat, il faut en respecter les principes.

« Rappelez-vous la journée du 20 juin : voyez avec quel courage il soutint son opinion; combien d'autres eussent cédé à des appareils de péril aussi menaçans ! Eh bien ! Louis a écouté sa conscience & non la peur; il a constamment résisté; & si quelque chose peut justifier son refus aux yeux mêmes de ceux qui lui en font un crime, c'est sa persévérance dans ce refus.

« Ne croyez pas d'ailleurs que cette opinion de Louis sur les prêtres fût une opinion isolée, & que son conseil ne la partageât pas. Le ministre Mourgues lui écrivoit, dans la même journée du 20 juin, que ce décret n'étoit ni suivant les principes, ni suivant son cœur. On lui a opposé, à l'occasion des prêtres, un mémoire qu'on dit avoir été écrit de Rome, où le pape réclame ses droits sur Avignon : & comment Louis auroit-il pu empêcher le pape de lui envoyer un mémoire ? On lui a opposé également une lettre qu'il écrivit en 1791 à l'évêque de Clermont; mais elle ne contenoit qu'une opinion purement religieuse, & par conséquent libre. Cette liberté est écrite dans la constitution. Louis écrivoit cette lettre avant d'avoir accepté la constitution, & il a pu l'accepter sans la croire exempte d'erreurs. Il espéroit, a-t-il dit à cette époque, des réformes légales; mais il y a loin de ces réformes légales à l'intention de détruire ou de renverser.

« On a reproché à Louis d'avoir continué à solder sa garde, dont l'assemblée avoit ordonné le licenciement. Citoyens, ici se présentent plusieurs réponses.

« D'abord, on ne peut pas nier que Louis auroit pu refuser sa sanction à ce décret qui licenciolt cette garde, puisqu'il la tenoit de la constitution elle-même, & qu'on ne pouvoit la lui ôter que de son aveu. Cependant l'assemblée demanda le licenciement; il est

ordonné : mais comme ce décret portoit la faculté de recomposer cette garde des mêmes sujets, il falloit bien leur conserver à tous leur traitement jusqu'à sa reconstitution. C'étoit un acte d'humanité envers ceux qui n'auroient pu y rentrer ; c'étoit un acte de justice par rapport aux sujets qu'on auroit crus dignes d'y reparoître ; & d'ailleurs il l'a fait par une ordonnance publique.

» On a reproché à Louis d'avoir donné des secours aux émigrés, d'avoir intrigué avec ses frères ; d'avoir favorisé, par ses ambassadeurs, la coalition des puissances étrangères, d'avoir influencé la cour de Vienne. Je réponds d'abord que dans tous les actes publics du gouvernement, Louis a témoigné la plus forte indignation contre l'émigration, & qu'il l'a toujours combattue par ses proclamations publiques, par ses relations avec l'étranger. Le temps m'a manqué pour en faire le dépouillement ; je puis toujours citer un fait remarquable que ce dépôt me fournit. Au mois de novembre 1791, les émigrés avoient voulu faire acheter à Francfort des canons & des munitions, les habitans de Francfort refusent. Louis en est instruit par son résident ; le jour même il fait écrire aux magistrats de Francfort, pour les remercier de la sage conduite qu'ils avoient tenue dans cette occasion, & les engager à redoubler d'efforts & de soins pour empêcher les émigrés de se procurer des armes & des munitions. Voilà pour les actes publics.

» Maintenant y a-t-il des actes privés ? On parle de secours d'argent. Citoyens, il n'y a pas un seul émigré à qui Louis ait donné le moindre secours pécuniaire ; il a fourni à l'entretien de ses neveux dès l'instant que leur père a cessé de pouvoir y fournir ; mais qui pourroit lui en faire un crime ? D'abord l'un n'avoit qu'onze ans, & l'autre que quatorze, lorsque leur père sortit de France. D'ailleurs peut-on regarder comme émigrés des enfans de cet âge, qui suivent leur père ? En second lieu, point de loi encore à cette époque qui eût fixé l'âge de l'émigration. La convention nationale vient d'en faire une, mais elle n'existoit pas alors. En troisième, lieu depuis le décret qui déclaroit les biens des émigrés appartenans à la nation, tous les biens de leur père étoient enveloppés dans les biens nationaux ; & ils étoient ses neveux. Lui étoit-il défendu de sentir la nature ? Et parce qu'il étoit roi, falloit-il donc qu'il cessât d'être parent, d'être homme ? Il a fait quelques dons particuliers à la gouvernante de ses enfans, sortis de France depuis 1789. Il en a fait à un des menins qui avoient élevé son enfance. (Choiseul-Beaupré) Il étoit en Italie, & n'a jamais porté les armes contre sa patrie. Il en a remis à Rochefort, mais Rochefort n'est point émigré. Il a fait passer une somme à Bouillé ; c'étoit pour le voyage de Montmédi.

» On a dit qu'il avoit donné de l'argent à Hamilton ; il lui devoit, par justice, le dédommagement des pertes qu'il avoit faites dans le voyage de Montmédi, que par sa situation il étoit dans l'impossibilité de supporter. On a dit que Bouillé avoit remis à Monsieur une somme de 600,000 livres ; législateurs, le croiriez-vous ? c'est une phrase amphibologique qui a donné lieu à cette imputation. L'ordre porte ces mots : « Remis à Monsieur, frère du roi, par son ordre. » Cet ordre est évidemment celui de Monsieur, & non celui de Louis. La vérité est que si on nous avoit communiqué les pièces qui ont été remises par Bouillé, & qu'on a trouvées dans

le porte-feuille de Monsieur, on auroit eu la preuve authentique que jamais Louis n'a fait passer à Monsieur aucun secours pécuniaire ; tout ce qu'il a fait, c'est d'avoir cautionné une avance faite à son autre frère, d'une somme de 400,000 livres, en 1789 : on n'a pas rougi de lui en faire un crime ; on lui a reproché le cautionnement d'un acte de bienfaisance, destiné à soutenir le commerce de la librairie : toutes ces libéralités honorent son cœur, & ne peuvent faire suspecter ses principes.

» On lui a reproché d'avoir influencé la cour de Vienne ; & pour le prouver, on cite une lettre de Dumoutier à Breteuil, qu'on suppose avoir seul connu la volonté de Louis. Et d'abord Dumoutier étoit bien l'agent des princes auprès des puissances étrangères, mais n'étoit pas celui de Louis. En second lieu, cette opinion même n'est pas la preuve de la complicité de Louis ; & enfin, quand on iroit jusqu'à regarder cette allégation comme une preuve, où est donc celle que cette volonté non désignée fût de nature à motiver une accusation ?

» On a cité une lettre de Toulangeon à Louis, d'où l'on a prétendu induire que Louis approuvoit sa conduite ; mais cette lettre est suspecte, car on y parle d'un Valery, neveu de Toulangeon, lieutenant-colonel ; & l'on assure que Valery n'est que le cousin de Toulangeon, & n'est pas lieutenant-colonel. Toulangeon se seroit-il donc ainsi trompé sur sa famille ? En tenant la lettre pour valable, où donc est la preuve que Louis approuvoit la conduite de Toulangeon ? Peut-on l'accuser d'une assertion étrangère, & n'est-il pas assez clair que c'est aux frères de Louis que Toulangeon écrivoit ? Au reste, à quoi conduisent toutes ces accusations dont les bases sont puisées dans les lettres. On va en juger par un exemple tiré de la lettre de Choiseul - Gouffier, où il paroît offrir ses services aux princes. On en a conclu que Choiseul - Gouffier étant l'agent de Louis, il agissoit pour lui ; je ne veux vous répondre à cette imputation, que par la lettre même de Choiseul - Gouffier. Cette lettre prouve en effet deux choses : la première, que deux mois avant son rappel, Choiseul avoit déjà offert ses services aux princes, & qu'il n'en avoit pas reçu de réponses.

» La seconde, c'est que c'est trois jours après son rappel que Choiseul - Gouffier s'étoit déterminé à offrir de nouveau ses services, & à former des projets contre l'ambassadeur national qui étoit nommé pour le remplacer. C'étoit Choiseul qui écrivoit & qui agissoit ; c'étoit Choiseul qui, rappelé par Louis, offroit aux princes ses services, & cherchoit tous les moyens de conserver sa place malgré son rappel ; & c'est Louis qu'on accuse.

» Enfin, on a opposé à Louis un billet sans date, qu'on affirme avoir été écrit de la main de ses frères, & qu'on assure avoir été trouvé parmi ses papiers. Louis a déclaré qu'il ne pouvoit ni avouer ni contester le fait : 1°. le billet est un acte de ses frères, & non pas de lui ; 2°. le billet prouve qu'il n'avoit pas de relation avec eux : car il ne suppose ni nouvelles reques avant, ni réponses faites après ; 3°. la dernière phrase en reporte la date à l'époque de la détention de Louis en 1791 ; & , comme on voit, cette date suffiroit pour ce chef d'accusation.

» Je ne m'arrêterai pas sur cette accusation d'accaparement, dont vous-mêmes avez rendu justice à Louis : vous n'en avez fait qu'une question, & il a dû vous en marquer son étonnement. La circonstance

qui a servi de base à cette inculpation, extrêmement simple : Louis, comme tous les rois, avoit une somme particulière qu'il destinoit à des actes de bienfaisance. En 1790 il la confia à Septeuil, avant même qu'il fût trésorier de la liste civile ; & Septeuil, qui ne vouloit pas être soupçonné d'en avoir profité lui-même, l'avoit placée d'abord en papiers sur Paris, puis sur l'étranger. Dans l'intervalle il en rendit compte, afin de pouvoir payer les sommes pour lesquelles Louis devoit tirer sur lui des mandats. Voilà les faits : Louis atteste qu'ils sont vrais ; & rien, dans les papiers, ne prouve le contraire. Tout ce que présentent ces papiers, c'est une spéculation de Septeuil qui, ayant dans ses mains des fonds à lui appartenant, a acheté des marchandises chez l'étranger ; & Septeuil a déclaré que cette spéculation lui étoit particulière.

« Je ne m'arrêterai pas aux compagnies contre-révolutionnaires qu'on a accusé Louis d'entretenir dans Paris. Jamais Louis n'est descendu dans de pareils détails. Jamais, comme il l'a déclaré, il n'a eu d'intentions contre-révolutionnaires. Les ministres ont pu vouloir connoître plus particulièrement la situation de Paris & avoir des espions. Ils ont pu salarier des journaux utiles ; mais c'étoit l'acte des ministres & de Louis, & eux-mêmes agissoient dans des vues constitutionnelles.

« Vient enfin le reproche de subornation des membres de l'assemblée législative. On a accusé Louis d'avoir voulu faire passer, par des voies corrompues, le décret relatif à la liquidation des charges de la liste civile. Vous mêmes ne l'avez pas cru. D'ailleurs, je pourrais demander si la lettre est sincère ; si elle a été véritablement écrite par l'administrateur de la liste civile ; si elle a été adressée à Septeuil ; si on peut argumenter d'une lettre dont l'auteur n'a pas reconnu l'authenticité ; si l'on peut interpréter contre sa mémoire le sens d'une phrase qu'il auroit interprétée lui-même peut-être dans un sens différent, s'il existoit encore. Mais pourquoi des considérations de ce genre, lorsque je puis répondre avec un seul mot ? Le fait est qu'il résulte des pièces communiquées à Louis, que c'est lui seul qui a empêché le décret présenté à l'assemblée nationale. Les pièces prouvent qu'il en avoit montré de la colère quand on le lui avoit proposé. Quel eût donc été le motif qui auroit pu le déterminer à faire rendre un pareil décret ? Je ne parle pas de son caractère, qui répugne à toute mesure lâche ; je parle de son intérêt : où étoit-il ? Si Louis avoit voulu se débarrasser de ces pensions, qui l'eût empêché d'en refuser le paiement ? L'homme capable d'exécuter une corruption criminelle qui peut lui nuire, n'est-il pas capable de faire une injustice qui le mettroit à l'abri de tout danger ? En un mot, on conçoit la corruption qui tourne au profit de l'intérêt personnel : malheureusement le cœur humain en fournit la preuve ; mais la corruption, qui laisse après elle la trace de la bassesse, & dont le profit est pour autrui, il est impossible d'en concevoir l'idée.

« On a fait à Louis une imputation qui dans le premier moment a dû exciter une grande fermentation dans le peuple : on l'a accusé d'avoir continué à payer ses gardes-du-corps à Coblenz. En examinant cette imputation, législateurs, je ne balance pas à le déclarer, elle avoit fait sur moi une impression bien douloureuse ; j'avois osé, avant d'avoir été choisi pour le défenseur de Louis, suspecter sa bonne foi ; j'avois osé élever des doutes sur son inten-

tion. Je m'accuse de mon erreur ; la défense de Louis m'a éclairé, & je viens aux yeux de la France lui faire la réparation solennelle que je lui dois.

» Aucun de vous n'a oublié que toutes les pièces imprimées se rapportent au mois d'octobre 1791 ; & les lettres de Coblenz portent cette date : eh bien ! voici ce qu'écrivoit, le 24 novembre suivant, l'administrateur de la liste civile au trésorier. « L'intention de sa majesté est que les gardes-du-corps soient payés de leur traitement actuel jusqu'à ce que qu'elle ait statué sur leur sort ; mais sa majesté entend que le montant de ce traitement ne soit plus délivré en masse à l'état-major, mais que chaque individu soit payé à la caisse de la liste civile sur sa quittance ou sa procuration, en y joignant un certificat de résidence dans le royaume. sa majesté m'a chargé de vous transmettre ses ordres à l'égard des officiers & autres employés du ci-devant régiment des Gardes-françaises, auxquels elle continue un traitement : je vous prévienne qu'elle a ordonné de cesser toute dépense relative aux gardes-du-corps autre que celle des traitemens conservés & de la subsistance des troupes ».

» Il est inutile de m'arrêter sur un pareil fait. Vous voyez qu'il fait disparaître jusqu'à la trace de cette inculpation dont Louis a été la victime si malheureuse. Je ne puis cependant vous taire une réflexion qu'elle fait naître. Toutes les pièces qui forment la base de l'imputation, ont reçu la plus grande publicité ; on a dénoncé Louis à la France ; on l'a dénoncé à l'Europe ; on a ordonné l'impression de tous les états, & la pièce qui suffiroit seule pour le justifier, est la seule qui soit restée ignorée ! Les papiers de l'administrateur de la liste civile ont été saisis ; l'original devoit être dans ses papiers : c'étoit son titre & sa garantie. On trouve tout dans ces papiers, excepté cet ordre ; heureusement pour Louis, qu'il s'en rappelle lui-même la date ; qu'il se rappelle la lettre écrite à Septeuil ; & il s'est fait délivrer dans les bureaux une expédition authentique qu'il produit aux yeux de l'Europe.

» Jugez, citoyens, par le caractère de cette inculpation, jugez quel avantage auroit eu Louis, si l'on n'eût pas enlevé des papiers dans l'invasion de son domicile ; s'il eût pu assister à l'inventaire ; s'il avoit pu réclamer les pièces trouvées parmi celles qu'on lui a représentées ; s'il avoit pu opposer celles dont sa mémoire ne lui a pas fourni le souvenir. Jugez avec quelle force il auroit répondu à tous ces faits, quels éclaircissémens satisfaisans il vous eût donnés, quelle lumière il eût répandue sur ces accusations ténébreuses, qui ont pu recevoir quelque consistance par l'ombre des preuves présentées. Combien ses défenseurs ont à regretter de n'avoir pas eu tous les secours nécessaires ! Jugez quels moyens nous aurions pu vous fournir dans l'abondance des pièces. Par les moyens de notre dénuement, jugez ce qu'a dû coûter à notre cœur l'impuissance de nos efforts, l'excès même de notre zèle, & combien il a été déchirant pour nous de répondre à l'Europe de la destinée de Louis, & de ne sentir que la grandeur de cette importante fonction, & la douleur de ne pouvoir la remplir !

» J'arrive enfin à cette désastreuse époque du 10 août.

» Ici, je vous prie de ne pas considérer les défenseurs de Louis comme de simples défenseurs. Nous aussi nous faisons partie du peuple, nous éprouvons ce qu'il éprouve, nous voulons ce qu'il

veut, nous sommes citoyens, nous sommes Français; nous avons pleuré avec le peuple, & nous pleurons encore, tout le sang qui a coulé dans la journée du 10 août; & si nous avions cru Louis coupable, vous ne nous verriez pas aujourd'hui à cette barre, avec Louis, lui prêter l'appui de notre courageuse véraité. Mais Louis est accusé du plus affreux délit; il importe de l'en justifier aux yeux de la France, aux yeux de l'Europe. Toutes les opinions sont déjà faites, toutes les préventions sont reçues, & il faut que vous l'entendiez comme si vous étiez étrangers à cette scène; vous le devez puisque vous vous êtes créés ses juges. Législateurs, tous vos succès depuis cette journée, que vous appelez immortelle, vous auroient permis d'être généreux; je ne vous demande que d'être justes.

» Vous vous rappelez la journée du 20 juin. Louis refusa de céder au vœu de la multitude qui avoit pénétré en armes dans son château. On sème le bruit de complots, on suppose le projet d'enlever Louis; on prête à ce parti de vastes projets, on parle de préparatifs, de dépôts d'armes, on fait à la municipalité des dénonciations; elles s'accroissent, elles s'y multiplient; la fermentation s'accroît; le mois de juillet se passe dans ces agitations: cependant Louis s'occupe de les calmer. Il avoit voulu d'abord laisser tomber ces bruits: cependant la prudence lui apprend qu'il ne faut pas les dédaigner; il veut rassurer le peuple sur des inquiétudes même chimériques; il s'offre lui-même aux recherches; il écrit au maire, le 26 juillet, pour l'inviter à faire la visite du château. Le maire répond qu'il donnera des ordres aux officiers municipaux: la visite ne se fait point. Louis écrit à l'assemblée nationale; il lui rend compte de sa lettre au maire, & de la réponse de celui-ci. L'assemblée ne prononça rien. Pendant ce temps, les soupçons s'accroissent par les précautions mêmes que Louis avoit prises pour les arrêter; les mêmes plaintes se renouvellent; les dénonciations recommencent; le bouillonnement des esprits augmente; on ne parle plus que de la déchéance de Louis; on la demande. Les commissaires des quarante-huit sections s'assemblent & rédigent une adresse: elle est présentée le 3 août; le maire de Paris étoit à la tête de la députation, qui venoit prier l'assemblée d'accorder la déchéance de Louis au vœu du peuple. Bientôt on veut l'arracher; on fixe le jour où elle doit être prononcée; on annonce que si elle ne l'est pas dans la nuit du 9 au 10, le tocsin sonnera, la générale battra, & que l'insurrection du peuple aura lieu.

» Louis sentit bien que sa position étoit difficile; il voyoit le mouvement des esprits; il étoit informé de l'état de Paris; il craignit l'erreur de la multitude; il craignit la violation de son domicile; il prit des mesures défensives; il s'entoura de la garde nationale; il plaça les Suisses dans le château; il entretint une correspondance exacte avec les autorités populaires; la municipalité, le département sont appelés. Louis s'entourne de secours & des lumières des magistrats les plus en faveur auprès du peuple. On jette dans l'esprit de Louis des alarmes; on parle de rassemblemens; on lui fait craindre pour la nuit même: Louis redouble de précautions; la garde nationale est doublée autour du château. Le maire visite les postes. Bientôt le tocsin sonne; le peuple accourt; quelques heures se passent dans l'agitation. Les magistrats requiè-

rent;

rent, au nom de la loi, les gardes nationales de ne point quitter leurs postes. Vers le matin, la marche du peuple commence ; il traîne des canons, il va au château. Le peuple est là. Le procureur-général-syndic, les officiers municipaux parlent à la multitude ; ils l'exhortent à respecter Louis, qui est une autorité constituée. Leurs exhortations sont sans effet. Les magistrats se représentent devant la troupe ; ils leur font lecture de la loi ; ils leur ordonnent, sans doute à regret, de repousser la force par la force. Les canoniers, pour toute réponse, déchargent leurs canons devant eux. Le procureur-général-syndic rentre ; il ne dissimule plus à Louis le danger qu'il court. Déjà Louis avoit envoyé ses ministres à l'assemblée nationale, pour l'engager à le tirer de la situation où il se trouvoit, pour solliciter le secours d'une députation ; il n'en reçoit point de réponse. Il lui fait part de nouveau de sa situation ; l'assemblée ne prononce pas. Le procureur-général-syndic invite Louis à se rendre dans le sein de l'assemblée nationale. Il s'y rend. Une heure après, nos malheurs commencent.

Citoyens, voilà les faits ; ils sont constatés dans tous les écrits publics, ils sont recueillis dans le procès-verbal de l'assemblée nationale : je n'y ai rien ajouté.

« Citoyens, montrez-vous hommes justes ; oubliez, s'il est possible, les affreux résultats de cette affreuse journée ; n'en cherchez avec moi que les causes, & dites-moi : où est donc le délit qu'on impute à Louis ? Ce délit ne peut être que dans ce qui a suivi la retraite de Louis à l'assemblée nationale, ou dans ce qui a précédé.

« Je dis que le délit ne peut pas être dans ce qui l'a suivie ; il n'est sorti de l'asile qu'il y avoit trouvé que pour entrer dans la prison où il est détenu.

« Comment ce combat s'est-il engagé ? Je l'ignore : peut-être l'histoire l'ignorera aussi ; mais au moins Louis ne peut pas en répondre.

« Le délit est-il dans ce qui a précédé sa retraite ? Mais alors quelles sont ses circonstances ? Vous avez parlé d'intentions hostiles. Où en sont les preuves ? quels sont les faits ? quels sont les actes dont vous arguez ? Vous dites qu'il y avoit un complot de transporter Louis & l'assemblée hors de Paris. Où est la preuve de cette assertion ? Je vois des préparatifs de défense ; mais où sont les préparatifs d'attaque ? Qu'a fait Louis pour être convaincu d'agression ? On lui reproche d'avoir conservé les Suisses jusqu'à cette époque ; mais je vois dans le procès-verbal de l'assemblée nationale du 4 août, qu'un membre ayant proposé de décréter qu'en donnant aux Suisses les témoignages de la reconnaissance & de l'estime publiques, le roi ne pourroit plus les avoir pour sa garde. J'y lis encore : que pour déterminer l'assemblée à les éloigner, on lui proposoit de déclarer qu'ils avoient bien mérité de la patrie, & qu'aucune de ces propositions ne fut décrétée.

« Louis est donc resté dans la situation où le mettoit le décret du 15 septembre, rendu par l'assemblée constituante, qui ordonnoit que jusqu'au renouvellement des capitulations, les Suisses conserveroient leur organisation & leur mode de service. Louis pouvoit donc avoir des Suisses pour sa garde ?

« On lui reproche d'avoir fait la revue des troupes : eh bien ! reprochez donc aussi au maire d'avoir fait la visite des postes.

« Louis étoit autorité constituée ; il devoit compte de sa sûreté à la loi.

« Comment peut-on lui reprocher d'avoir pris des précautions pour se garantir ? On lui reproche d'avoir placé des troupes dans son château ; mais falloit-il donc qu'il le laissât forcer par la multitude ? falloit-il obéir à la force ? & le pouvoir que la constitution lui avoit remis , n'étoit-il pas un dépôt que la loi lui ordonnoit de défendre ?

« Citoyens , si dans ce moment on vous disoit qu'une troupe égarée marche vers vous ; que , sans respect pour votre caractère sacré de législateurs , on veut vous arracher de ce sanctuaire sacré , que feriez-vous ?

« On a imputé à Louis des desseins d'aggressions hostiles ; il ne faut qu'un mot pour le justifier. Celui-là est-il agresseur , qui , forcé de lutter contre le peuple , s'environne des autorités populaires ? Veut-on le malheur du peuple quand , pour arrêter ses mouvemens , on ne lui oppose que ses propres défenseurs ? Mais que parlé-je ici d'agression ? Pourquoi laisser si long-temps l'incertitude planer sur la tête de Louis ? Est-il donc ignoré que depuis long-temps avant le 10 août on préparoit cette journée ? On la méditoit , on la mûrissoit dans le silence , on croyoit en sentir la nécessité.

« Je fais qu'on a dit que Louis avoit provoqué lui-même le mouvement du peuple ; mais qu'est-ce qui ignore qu'il a été formé des plans , signé des traités ; qu'on a tout conduit , tout arrangé pour amener cet événement ; que la coalition avoit ses agens , son cabinet , son directoire ? Les aveux en ont retenti dans la France entière , au milieu de vous. A cette tribune même on s'est disputé la gloire du 10 août. Je ne viens point contester cette gloire à ceux qui se la sont décernée ; mais puisqu'il est prouvé que la révolution a précédé long-temps le 10 août , puisque cela est certain , avoué , il est impossible que Louis soit l'agresseur : & vous l'accusez cependant ! & vous lui reprochez le sang qui a coulé ! vous voulez que ce sang crie vengeance contre lui , qui , à cette époque-là même , se rendit à l'Assemblée nationale pour ne pas le verser ; contre lui qui , à Varennes , a préféré revenir captif , plutôt que d'exposer la vie d'un seul homme ; contre lui qui , le 20 juin , refusa tous les secours qu'on lui offroit , qui voulut rester seul au milieu du peuple !

« Vous l'accusez d'avoir fait verser le sang , & c'est là la plus profonde blessure. Il sait bien qu'il n'en est pas l'auteur , qu'il n'en a été que la triste occasion ; il ne s'en consolera jamais. Et c'est lui que vous accusez ! Français ! qu'est devenu ce caractère national , cette douceur qui distinguoit si bien vos anciennes mœurs ? Mettriez-vous donc votre puissance à combler l'infortune d'un homme qui a eu le courage de se confier à vous , à vos représentans ? N'aurez-vous plus de respect pour le droit sacré d'asile ? & ne regarderez-vous pas un roi qui cesse de l'être , comme une victime assez éclatante du sort , pour qu'il vous paroisse encore impossible d'ajouter à sa misère ?

« Français ! la révolution qui nous régénère a développé en vous de grandes vertus : qu'on ne l'accuse pas de vous avoir rendus barbares ! Entendez d'avance l'histoire qui dira un jour à la Renommée : « Louis , monté sur le trône à vingt ans , y porta

l'exemple des mœurs, la justice & l'économie : il n'y porta aucune foiblesse, aucune passion corruptrice ; il fut l'ami constant du peuple. Le peuple voulut qu'un impôt désastreux fût détruit, Louis le détruisit ; le peuple voulut l'abolition de la servitude, Louis l'abolit ; le peuple sollicita des réformes, il les fit ; le peuple voulut changer ses loix, il y consentit ; le peuple voulut que des millions de Français recouvrissent leurs droits, il les leur rendit ; le peuple voulut la liberté, il la lui donna ».

« On ne peut pas disputer à Louis la gloire d'avoir été au-devant du peuple par ses sacrifices ; & c'est lui qu'on vous a proposé !... Citoyens, je n'achève pas : je m'arrête devant l'histoire ; songez qu'elle jugera votre jugement, & que le sien fera celui des siècles ».

Louis prend la parole & dit :

« Citoyens, on vient de vous exposer mes moyens de défense ; je ne les résumerai point. En vous parlant peut-être pour la dernière fois, je vous déclare que ma conscience ne me reproche rien, & que mes défenseurs ne vous ont dit que la vérité.

« Je n'ai jamais craint que ma conduite fût examinée publiquement ; mais mon cœur est déchiré de trouver dans l'acte d'accusation l'imputation d'avoir voulu faire répandre le sang du peuple, & sur-tout que les malheurs du 10 août me soient attribués.

« J'avoue que les preuves multipliées que j'avois données dans tous les temps de mon amour pour le peuple, & la manière dont je m'étois toujours conduit, me paroissent devoir prouver que je ne craignois pas de m'exposer pour épargner son sang, & éloigner à jamais de moi une pareille imputation ».

Le président. « Louis, la convention nationale vous permet de vous retirer ». Il sort avec ses défenseurs, le maire & les généraux.

Combien il est difficile de défendre une mauvaise cause ! Après quatre mois de recueillement, de silence & de réflexions, Louis, dans son premier interrogatoire, n'a rien dit qui pût porter la conviction dans nos cœurs. Il est vrai que Louis n'a pas de grands talens ; mais s'il eût été innocent, la vérité eût parlé pour lui ; elle eût parlé par sa bouche. Quand il s'agit de faits, la vérité n'a pas besoin du secours des talens pour se faire entendre. Une simplicité nue, une sincère ingénuité, voilà tout ce qu'il lui faut. L'erreur & le mensonge seuls ont besoin de toutes les ressources de l'art & de l'esprit ; encore ces ressources ne leur suffisent-elles pas toujours.

C'est ce qu'on peut voir dans le plaidoyer du défenseur officieux de Louis. Desèze, avec des talens exercés, avec une grande habitude de présenter sous un jour favorable les plus mauvaises causes, telles que celles de Bezenval, Desèze est resté au-dessous de lui-même. Les

moyens qu'il a employés sont usés, communs & rebatus; il n'a été que l'écho de tous les royalistes & de tous les modérés, dont nous avons déjà si souvent pulvérisé les opinions. Rien de neuf, de saillant, de lumineux ne jaillit de sa défense; tout a été réfuté d'avance mille fois; il a été écrasé du poids de sa cause, ou plutôt du poids de la vérité.

Il faut avouer pourtant que par la faute de la convention & du ministre de l'intérieur, il a eu quelques avantages. Vos opinions courent toute l'Europe, dit-il à nos législateurs. Vous voulez prononcer sur Louis & vous voulez l'accuser? Où sont ces jurés, ces espèces d'otages de la vie & de l'honneur des citoyens? La convention se trouve prise dans ses propres filets; nous l'avions bien prévu, & voilà ce que c'est que d'agir sans suite & sans méthode, que de ne pas discuter les principes de sa conduite avant que de les établir. On jette du louche & une apparence d'iniquité sur les objets les plus justes & les plus légitimes en soi. Desèze a lavé Louis de plusieurs crimes antérieurs à l'acceptation, ou plutôt il a montré que l'éponge de l'amnistie avoit passé sur tous ces faits; il a bien prouvé que tous les papiers trouvés derrière cette fameuse porte grillée du château perdoient de leur force par l'impossibilité où l'on avoit été de mettre le scellé sur tous les effets ci-devant royaux, aussi-tôt après la fuite du lâche, qui n'osa point assister au combat qu'il ordonnoit, & qu'au moins auroit-il fallu que cette armoire fût vidée en présence seulement de commissaires publics nommés *ad hoc*.

Tout cela est vrai & juste; mais telle est la singularité de cette cause, telles sont les ressources d'une justice noble & franche, qu'on peut lui accorder tout, sans que sa cause en soit meilleure. Sans doute tous les membres de la convention ont eu un tort personnel en se chargeant de juger Louis, lorsqu'ils ne nous montraient à cet effet aucun pouvoir formel de leurs commettans; sans doute les membres de la convention ont eu un tort personnel, en se déclarant ses juges, de porter des accusations contre lui; ils devoient se réduire au rôle de dépositaires des accusations de la France entière; mais si cette conduite imprime une tache aux individus, elle nuit peu à la cause même; car, par rapport à la première objection, la nation ne pouvant juger toute

entière , peut déléguer à qui elle veut le droit de juger Louis ; & si elle ne l'a pas délégué expressément à la convention , elle le lui laisse tacitement , elle ne s'oppose point à ce qu'elle en use. C'est ainsi que Louis croyoit pouvoir jouir de toute la prérogative royale & constitutionnelle , tant que la nation l'en a laissé jouir. Quoiqu'elle n'eût point été consultée expressément, quoiqu'elle n'eût point elle-même dit son avis , & si quelqu'un a le droit de faire ce juste reproche à la convention , il faut l'avouer , Louis l'a moins que tout autre ; car il tomberoit dans une contradiction palpable. On lui diroit : Vous trouviez bien l'assemblée constituante , où vous aviez tant d'amis , compétente pour vous accorder des privilèges , pour quelle raison ne trouvez-vous pas compétente pour vous juger la convention , où il paroît que vous en avez encore ?

Mais , répond Desèze , j'y cherche , non des amis , mais des juges , & je n'y trouve que des accusateurs. Nos législateurs ont eu un grand tort sans doute , celui d'alléguer en leur propre nom des faits contre Louis , après s'être établis ses juges. C'est un défaut de prudence & de réserve ; c'est pour eux un tort personnel. Mais de quoi peut , après tout , se plaindre Louis ? Il ne niera point que la nation entière n'ait le droit de juger ? Et comment pourra-t-il trouver dans la nation un seul homme , depuis la révolution du 10 , qui ne soit son accusateur , à moins que ce ne soient de francs aristocrates & des royalistes , que la nation à son tour auroit le droit de récuser ? Tout consiste donc , de la part de la convention , en beaucoup d'indiscrétion. Louis , en demandant d'autres juges , ne gagneroit pas au change.

Plusieurs membres , il est vrai , se sont vantés , dans la salle du manège , d'avoir préparé la révolution du 10 août ; & certes cette étourderie est inconcevable de la part de gens qui prennent en main le jugement du traître du 10 août. Mais combien d'autres s'en sont vantés , qui ne sont pas aujourd'hui nos représentans ? Combien y ont réellement coopéré , qui ne s'en sont pas vantés ! combien qui n'ont pas travaillé aux préparatifs , & qui ont exécuté le projet ! combien qui sans avoir rien préparé , rien exécuté , ont applaudi à cette dernière révolution , en ont mûri les effets , secondé les suites , & ceux-ci forment à peu près toute la France ! Où Louis

choisira-t-il des juges qui soient plus à sa convenance ? Encore une fois , il ne peut pas gagner au change.

On auroit dû , & nous en sommes convenus depuis long-temps , établir deux jurys ; l'un d'accusation , l'autre de jugement. Cependant cette division étoit beaucoup plus nécessaire pour sauver l'honneur de la convention même , que pour sauver Louis. La convention a fait le sacrifice de sa réputation , de sa gloire , avec une générosité qui n'a pas d'exemple ; mais Louis , à proprement parler , n'a point à réclamer contre cette illégalité ; car puisque la nation avoit le droit de le juger toute entière , puisque , comme nous venons de le dire , la nation toute entière est composée des ennemis , des accusateurs , de l'ex-roi , quand la nation se seroit divisée en deux jurys , il n'auroit pas pu espérer de l'un le redressement du jugement porté par l'autre : il en seroit de même de tout autre tribunal établi par cette nation , puisqu'il ne pourroit être formé que des élémens qui la composent elle-même : ainsi un double jury , quoique exigé par nos formes judiciaires , ne seroit d'aucune utilité à Louis Capet.

Nous avons refusé avant Desèze les preuves tirées des faits antérieurs à l'acceptation de la constitution. L'armoire grillée avoit fourni des pièces que l'accusé refuse , quoiqu'on ne puisse jamais nier son écriture & récuser son propre témoignage : on peut encore faire grace de tout cela à Louis , sans que son affaire en soit meilleure. Abordons maintenant ses autres réponses & ses essais de discussion.

Il y a d'abord beaucoup de mal-adresse à dire que le mandataire n'a pu se soumettre à d'autres conditions ou à d'autres peines que celles portées dans son mandat. C'est faire entendre que Louis n'eût pas accepté la royauté , s'il eût cru qu'en commettant des crimes , il s'exposoit à d'autres peines que la déchéance. Le défenseur veut prouver à la fin de son discours que Louis est innocent ; c'est pour cela qu'il tâche de détruire la plupart des faits allégués. Mais il est en contradiction avec lui-même : car , puisqu'il invoque d'abord l'inviolabilité , c'est supposer qu'il a besoin de ce refuge. Un roi innocent diroit : plusieurs prétendent que je suis inviolable ; mais qu'ai-je besoin de cette chimère ? mon inviolabilité c'est ma vertu , c'est mon innocence ; je n'ai besoin que d'elle ;

elle seule suffira pour me défendre. D'après ce préambule Louis est déjà reconnu coupable.

S'appuyer sur l'inviolabilité constitutionnelle, c'est s'appuyer sur un roseau qui perce la main. Nous avons démontré jusqu'à l'évidence, n°. 171, que la constitution même ne s'opposoit pas à ce que Louis fût jugé. « J'ouvre, dit l'orateur, le chapitre II de la royauté, & je vois que la personne du roi est inviolable. Il n'y a aucune exception, aucune modification. » Nous pourrions le renvoyer à ce que nous avons dit, au mois d'octobre, dans le n°. ci-dessus désigné; mais nous y ajouterons quelques mots. Un raisonneur de bonne foi auroit vu que l'inviolabilité n'étoit elle-même qu'une exception à la loi générale, & qu'on n'applique point des exceptions à une exception: car c'est une vérité très-simple que tout ce qui n'est pas renfermé spécialement dans l'exception rentre dans le domaine de la loi générale, & qu'il faut pour qu'une exception ait son plein effet, qu'elle soit clairement, entièrement exprimée. Une exception ne se présume point, si elle n'est énoncée. La loi, qui regarde toutes les personnes, tous les temps & tous les lieux, presse, circonscrit de toutes parts les exceptions, & ne leur permet point de passer les bornes prescrites. L'inviolabilité attachée par la constitution à la seule personne du roi, n'étant qu'une exception, ne peut donc avoir plus d'étendue que ne lui en donne strictement la constitution même. Trois crimes seuls ont été prévus dans cette exception. Tous les crimes différens de ceux-là, & qui n'y sont point énoncés, rentrent donc dans la classe générale; c'est dans le code pénal qu'il faut en aller chercher la peine, puisque l'exception même n'a point dit qu'il ne falloit pas l'y chercher.

Desèze s'agite en tout sens, & tire des conséquences d'abord assez spécieuses de l'article de la constitution qui regarde le roi comme déchu, s'il se met à la tête d'une armée pour en diriger les forces contre l'état, ou s'il ne s'oppose pas formellement à une telle entreprise.

« Je vous supplie, s'écrie-t-il, de bien peser ici le caractère du délit prévu par cet article; il n'en peut exister de plus criminel: il suppose toutes les machinations; toutes les perfidies, toutes les trahisons, toutes les horreurs, tous les fléaux, toutes les calamités d'une guerre sanglante & intestine; & cependant que prononce la constitution? la présomption d'avoir abdiqué la royauté. »

Desèze s'imagine nous jeter de la poudre aux yeux ; & par l'accumulation de tous ces mots terribles , nous empêcher d'appercevoir la foiblesse de ses moyens. D'abord , cette révolte franche & ouverte d'un roi contre la nation n'est pas le dernier des crimes ; il y a dans sa scélératesse une certaine grandeur d'ame , une certaine droiture. Il ne se cache point , il ne trompe point par une fausse apparence de civilisme. Ce rassemblement de forces nationales ou étrangères pourroit même se faire sans qu'il y eût pris beaucoup de part. Les royalistes prétendent bien que Louis n'a eu aucune part au rassemblement des émigrés , des Prussiens & des Autrichiens. Une seule lettre de la main aux puissances voisines suffiroit pour mettre des armées en mouvement. Y a-t-il là quelque chose de comparable à la conduite longuement tortueuse de ce Capet , qui envoie de l'argent à ses frères , aux émigrés , qui défend d'abord aux diverses cours de l'Europe d'armer contre la France , afin de nous laisser le temps de nous consumer par nos divisions qu'il excite ; qui ensuite nous propose lui-même de faire la guerre , bien résolu d'avance à n'armer personne , à ne fortifier aucune place , à n'approvisionner aucun camp , à n'employer aucun patriote , en un mot , à laisser entrer l'ennemi , pour avoir l'air d'être pris lui-même , d'être forcé à tout changer dans cette constitution qu'il invoque maintenant ; qui , tout en préparant ce monstrueux dessein , semoit la division jusque dans nos îles , corrompoit l'opinion dans l'intérieur , excitoit les troubles & l'anarchie pour mieux nous lasser du nouvel ordre de choses ? Il vouloit enchaîner à la fois nos corps & nos esprits. Oui sans doute , une telle duplicité , une trahison & si fourbe & si lâche est mille fois plus criminelle que l'acte orgueilleux d'un roi rebelle qui combat ouvertement & avec une sorte de générosité contre la volonté suprême. L'un , en se montrant , en se découvrant tout entier , vous donne des moyens de vous défendre , vous engage à vous servir de vos ressources. L'autre les soutire , les épuise en secret , vous trahit dans l'ombre , vous garotte pendant votre sommeil , & n'a pas même l'audace du crime.

Mais parce que la constitution a dit seulement qu'un roi armé ouvertement contre le peuple étoit présumé avoir abdiqué le sceptre , s'ensuit-il qu'elle vouloit par là le soustraire

à

à la loi qui frappe de mort tous les conspirateurs ? Non ; c'est qu'elle a senti qu'un roi se constituant ainsi dans un état de guerre , ne pourroit être pris qu'après avoir été complètement vaincu ; qu'il ne lui seroit même jamais difficile de s'ouvrir une route vers l'étranger ; & qu'en supposant qu'il fût environné , cerné de toutes parts , il ne seroit point assez vil pour ne pas préférer une mort hardie sur le champ de bataille , à une fin ignominieuse sur l'échafaud ; ainsi la constitution auroit envain ajouté quelque chose à cet article , d'abord puisque cet article n'étant qu'une exception , laisseroit pour le reste toute sa force à la loi générale , & en second lieu parce que la loi générale elle-même ne trouveroit pas aisément son application , puisqu'on ne pourroit supposer raisonnablement qu'un roi révolté pût fuir le combat & une mort facile , pour s'exposer au plus honteux des supplices.

Quant à la dernière partie de l'article , elle étoit dérisoire ; car le roi ne se mettant pas à la tête de l'armée , il étoit clair qu'il ne manqueroit pas d'opposer à cette armée un acte formel , puisqu'un acte formel peut n'être qu'une proclamation , comme Louis XVI en a tant fait.

Desèze auroit bien raison si le code pénal n'avoit pas prévu les cas généraux de rébellion & de conjurations. Alors il n'y auroit point de loi générale , & l'exception en tiendrait la place ; mais la chose est toute différente , tout a été vu d'avance. La peine est placée à côté du délit ; la loi existe depuis long-temps.

Il compare ensuite à l'inviolabilité des représentans du peuple , celle du roi ; ce qui est entièrement au désavantage de celui-ci. Les députés ne sont point inviolables pour des crimes personnels , ils ne le sont que par rapport à leur fonctions. S'ils volent , s'ils assassinent , comme ce n'est pas en qualité de représentans du peuple qu'ils le font , ils retombent dans la classe générale & sous le glaive de la loi. De même Louis sanctionnoit ou apposoit son veto comme roi , & en cela il étoit inviolable : mais ce n'est point comme roi qu'il soudoyoit des rebelles , qu'il jetoit des poisons corrupteurs dans l'opinion publique , qu'il assassinait nos frères à Nîmes , à la Chapelle , à Montauban , au champ de Mars , aux Tuileries ; son défenseur convient donc lui-même qu'en cela il n'étoit pas inviolable.

Comme toutes les excuses , toutes les dénégations appliquées aux différens griefs sont foibles & lâches ! on voit

bien que la vérité est dans les faits & le mensonge dans les paroles. Louis avoit convoqué les états-généraux, donc il ne vouloit pas dissoudre l'assemblée nationale. Des nobles, des serviteurs à gage lui donnèrent le titre de restaurateur de la liberté; donc il vouloit la liberté. C'est dans ce sens qu'il dit à la fin que le peuple l'ayant voulue, Louis la lui donna. Que d'hérésies dans ce peu de mots! La liberté est un présent de la nature, & non pas un don des rois. Et quelle liberté Louis donna-t-il au peuple? est-ce celle contenue dans son discours du 23 juin? est-ce la liberté constitutionnelle, ce demi esclavage, où il trouvoit que le peuple avoit encore trop ses coudées franches? l'orateur a vu par les murmures qu'elle a excités, combien cette phrase étoit absurde: il a voulu la rayer sur son manuscrit, la convention a ordonné qu'elle seroit maintenue dans les copies imprimées; elle a eu raison; on verra là le petit bout d'oreille aristocratique du défenseur de Louis.

Il prétend que Louis condamna ouvertement les chevaliers du poignard; que nous fait cette condamnation verbale? il falloit que Louis, pour son honneur, pour son intérêt, fit arrêter toute cette bande d'aristocrates, & les livrât aux tribunaux: point du tout, il demanda grace pour eux & les fit relâcher. Louis étoit prisonnier au temps du champ de Mars; on ne peut, dit-il, lui imputer cette affaire. Pourquoi non? ne voyoit-il pas cent fois le jour son bon ami Lafayette, ne jouissoit-il pas du pactole de la liste civile? Quant aux lettres d'un homme mort, il vaudroit mieux sans doute qu'elles fussent d'un homme vivant, on pourroit plus aisément confronter le témoin avec le coupable. Mais si l'on ne peut douter de l'écriture, si des experts la vérifient, elles sont toujours des preuves qui déposent avec force contre l'accusé, quoiqu'écrites par un homme qui n'est plus.

Mais nous consentons volontiers à lui abandonner tous les faits qui ont précédé l'acceptation: voyons comment Louis se justifie de ceux qui l'ont suivie, parcourons ses réponses: quelle misérable raison que celle qui transporte sur les ministres tous ses crimes, parce que la constitution avoit transporté sur eux toute la responsabilité! le roi ne devoit-il pas les bien choisir, les surveiller, les destituer, & les dénoncer lorsqu'ils trahissoient leur serment? Nos constituans n'avoient-ils pas dit que le roi devoit ne voir en eux que des instrumens qu'il briseroit à son gré, &

que sans cette extrême dépendance son pouvoir ne seroit rien ? A quoi donc a-t-il employé l'autorité qu'il avoit sur eux ? *On n'a pas droit d'accuser le roi & les ministres sur les mêmes faits* : oui, sans doute, si les ministres avoient eu celui d'agir malgré le roi ; mais comme ils ne pouvoient rien faire sans son agrément, comme ils ont fait mille choses évidemment contraires au but de leur institution, contraires aux fonctions & à la destination de la royauté, comme le roi ne s'y est point opposé, il est plus coupable que les ministres mêmes. On lui oppose principalement leur silence & le sien sur la convention de Pilnitz. Ecoutez le défenseur, qui apparemment se joue lui-même de l'accusé. « Il n'y avoit pas de motif d'état qui pût faire une loi à des ministres de donner connoissance à une assemblée dont les délibérations sont publiques, d'un acte qui ne l'étoit point. » Il est vrai ; la sûreté de la France entière, menacée par la coalition des rois, n'étoit point un motif d'état assez puissant.

Quelques escobarderies se trouvent dans cette pièce, jointes aux mauvais raisonnemens. On a reproché avec raison à l'ex-monarque de n'avoir point éloigné de lui les gardes-suisses, en dépit de la constitution qui lui défendoit d'avoir des gardes étrangères, que les tyrans emploient si à propos. Desèze, prenant un air de véracité affectée, dit qu'un décret prioit le roi de présenter une nouvelle formation de son régiment de gardes-suisses, & ordonnoit que ce même régiment continueroit d'être entretenu jusqu'à l'époque de cette formation. On pourroit demander d'abord pourquoi le roi tardoit tant à présenter ce nouveau mode d'organisation. Mais ce n'est pas en cela que consiste l'escobarderie. Le défenseur veut faire entendre que l'esprit du décret étoit qu'il gardât, qu'il entretînt ces satellites auprès de sa personne, tandis qu'il s'agissoit de les envoyer en attendant par-tout ailleurs, & de leur donner une organisation tout-à-fait étrangère à la garde de sa personne.

En voici une autre : Louis fait passer de l'argent à Monsieur : la lettre de Bouillé dit : donné à Monsieur, frère du roi par son ordre. Vous ne croiriez pas que cet ordre étoit celui de Monsieur, lui-même ! Voilà ce que Desèze ne rougit pas d'affirmer ; de sorte que d'après lui, c'étoit Monsieur qui donnoit ordre de donner de l'argent à Monsieur. Quand on défend un coupable, il

est permis de prendre toutes sortes de moyens pour sauver l'homme , mais il n'en faut point d'aussi bas & d'aussi vils , il faut savoir se respecter soi-même , & songer , comme le dit l'orateur , qu'on a aussi sa conscience.

On pourroit outre cela relever plusieurs contradictions , telle que celle-ci , par exemple : Desèze récuse les preuves tirées des lettres par des hommes qui n'existent plus. Eh bien : à l'occasion de l'affaire d'Avignon , il donne pour preuve de l'innocence de Louis , la promesse qu'avoit faite feu Delessart de se justifier pleinement : sa justification auroit été celle de Louis XVI ; ce qui prouve encore , malgré Desèze , que toutes les fois que les ministres ne se sont pas disculpés , Louis ne l'a pas été non plus.

L'avocat arrive enfin à la désastreuse journée du 10 août. Il prétend qu'ayant été préparée par les patriotes , on ne peut en faire un crime à Louis ; ce qui n'est pas raisonner avec beaucoup de logique ; car certainement Louis a montré des intentions anti-constitutionnelles avant que les patriotes songeassent à le repousser. Ainsi les premiers torts en resteroient toujours à Louis : d'ailleurs qui empêchoit , tandis que Louis conspiroit lui-même , & cherchoit à se préparer un grand triomphe pour ce jour-là , que les patriotes bien avertis ne fissent jouer des contre-mines ; que des deux côtés on ne se fortifiât à proportion des dangers réciproques que l'on prévoyoit ? Voilà la simple vérité. Mais si Louis n'avoit point de mauvaises intentions , qu'avoit-il besoin de changer son château en une place d'armes , il n'avoit qu'à se montrer comme à la journée du 20 , dont l'orateur lui fait un si grand mérite. C'est Louis qui le premier a attiré le danger sur sa tête en voulant le faire retomber sur nous. L'orateur se garde bien d'entrer dans tous les détails de cette horrible matinée. Il *s'arrête devant l'histoire* , qui ne fera pas comme lui l'apologie de son héros , & qui , surtout , ne vantera pas son humanité , en parlant des secours donnés aux gardes-du-corps & aux émigrés. Non , elle accusera d'imposture le discours sentimental de Louis , & tout le plaidoyer de son avocat.

Quelques foibles que soient ces moyens , il y a si peu de lumières dans la convention , qu'ils auroient pu séduire le grand nombre ; & *la montagne* , qui veut avec raison que le tyran soit bientôt jugé , parloit contre l'intérêt pu-

blic , en demandant qu'on allât de suite aux voix. La sentence eût pu être très-erronée ; & le besoin d'éclairer les esprits foibles , comme aussi l'usage des procédures , exigeoit que la partie publique fût entendue dans ses réponses. Mais ce n'est point cela qu'on proposa : la majorité vouloit qu'on laissât dormir cette affaire , & qu'on donnât le temps à ce discours d'arriver dans les 84 départemens. Cette proposition vraiment scandaleuse souleva la minorité : nous nous étions plaints , après la première comparution de Louis à la barre , de l'indécence de l'assemblée , que dirons-nous aujourd'hui , puisque les injures n'ont pas suffi à la rage des partis , puisque la salle s'est transformée en une arène de vils gladiateurs , où les gourmades & les horions sont tout le mérite & le profit des acteurs. Enfin le combat a fini , & la convention a décrété que , toute affaire cessante , on discuteroit le jugement du roi , jusqu'après la décision définitive. Aussi-tôt la discussion a divagué ; les uns ont réfuté Desèze ; d'autres , & c'est le grand nombre , se sont occupés du mode de jugement. Parmi toutes les propositions du jour , celle de Quinette fut la moins déraisonnable ; il demandoit que l'assemblée se constituât en jury de jugement pour prononcer sur la réalité des faits ; le lendemain Franc & Rabaud de St. Etienne se récrient sur le décret par lequel la convention s'est arrogé le jugement de Capet. Certes , voilà un remords bien tardif. Quoi ! depuis deux mois que l'on s'occupe de cette affaire , depuis plus de deux mois que nous avons émis notre opinion à ce sujet , ces députés n'ont pas encore eu cette idée ! ce n'est que d'aujourd'hui qu'elle leur vient ! non , cela n'est pas croyable. Et si cette idée est depuis quelque temps dans leur esprit , pourquoi donc ne la manifestent-ils que dans ce moment ? Ce repentir ne nous paroît point un hommage rendu aux principes , mais une mesure dilatoire qu'on est bien aise de jeter en avant dans cette circonstance. On veut , pour sauver la vie au roi , que les départemens nomment un jury , dans le moment où l'on cherche à égarer l'opinion d'un bout à l'autre de la France.

Beaucoup d'autres membres , & il n'est pas hors de propos de remarquer que ce sont les partisans de la garde prétorienne , beaucoup d'autres membres affectent aussi après coup une conscience timorée , disent bien que le roi mérite la mort , mais parlent d'humanité , de craintes

consciencieuses , & demandent qu'on renvoie l'affaire aux assemblées primaires. C'est nous développer aussi un peu tard des conceptions qui ne doivent pas être nées d'hier : que ne disoient-ils cela il y a deux mois ? Avoient-ils moins de conscience alors , ou en écoutoient-ils moins la voix ?

Les assemblées primaires , comme nous l'avons dit n°. 174 , pourroient bien faire les fonctions de jury d'accusation , parce qu'il suffit pour cela d'avoir des preuves morales ; mais il leur est impossible de remplir celles de jury de jugement , puisque vingt-cinq millions d'hommes ne peuvent avoir sous les yeux les lettres manuscrites , les pièces originales & probantes. Tout cela convenons-en , n'est qu'une ruse , qu'une échappatoire pour sauver le roi de la mort , & la convention du mépris qu'elle a déjà encouru si volontairement.

On peut dire que maintenant elle paie les intérêts de ses mauvais calculs , & de la coupable précipitation avec laquelle elle a posé les bases de cette affaire. Elle s'est trop avancée ; quelques-uns le sentent de bonne foi ; plusieurs font semblant de le croire ; mais quel que soit leur sentiment , elle ne peut plus reculer. Un appel au peuple la couvriroit d'opprobre , ainsi que le peuple lui-même ; car dans cette hypothèse l'une & l'autre sembleroit abandonner cette affaire au hasard , puisque les juges ne pourroient point examiner la nature des pièces , ni faire des interrogats ; & outre cela , comme l'a dit Robespierre , la foule des aristocrates & des intrigans égarera le bon peuple , déjà distrait par ses travaux ; un temps énorme se consumeroit ; le printemps arriveroit où les cours étrangères nous épouvanteroient au moins par leurs préparatifs , qui donneroient bien plus de poids aux faux raisonnemens des feuillans & des royalistes ; les factions de l'intérieur fermenteroient avec la sève du printemps ; les ennemis du dedans & du dehors s'entendroient , & pour un seul homme nous retomberions dans un abîme de maux. C'est-là le cas d'appliquer cette maxime de l'évangile : Il importe qu'un seul homme meure pour tout le peuple. *Interest unum mori pro populo.*

Aujourd'hui l'Espagne nous menace. Si Louis étoit mort , elle ne diroit mot : iroit-elle sacrifier ses hommes & ses trésors pour un cadavre ? Non : *mieux vaut goudat debout , qu'empereur enterré.* Si la convention avoit du caract-

rière & de l'énergie, ces menaces mêmes accéléreroient sa marche; elle chercheroit à prouver que la médiation des rois doit faire plus de tort à Capet que leur silence: c'est ce qu'a fort bien remarqué Sheridan, dans le parlement d'Angleterre: en nous mêlant de cette affaire, disoit-il, nous nous exposons à réveiller la haine contre Louis XVI, & à rendre sa mort plus prompte. Il devoit naturellement résulter le même effet des sermons nauséabondes de tous les apitoyeurs qui parcourent les cafés & les groupes, pour appeler la sensibilité sur le sort de Louis-Néron.

Samedi soir 29, la discussion sur cette procédure continue toujours; les uns concluent à l'exil perpétuel de Louis & de sa famille, d'autres à la mort.

De l'esprit public de Paris.

La convention nationale, par un décret, enjoint à la municipalité de Paris de lui rendre compte, le 5 janvier prochain, de l'état de cette ville, de sa force, de sa police, de son esprit public. L'intention de nos législateurs inquiets est de prendre en conséquence les mesures nécessaires au maintien de l'ordre, au soutien des loix, à la conservation de la liberté & à la défense de la république. En fera-t-il de ce nouveau compte rendu comme de la plupart des précédens, où l'on ne trouve que des demi-vérités peu propres à asseoir les bases du salut public? Le maire nouvellement élu aura-t-il le courage de tout dire? Le Journal des Révolutions, qui n'a aucunes considérations à garder, doit remplir cette tâche pour ceux à qui il n'est besoin de rien taire.

Paris, sur-tout depuis le 21 septembre, ne demeure pas quinze jours de suite dans le même état. La rapidité des événemens change la face de cette grande ville presque toutes les semaines, & cela doit être dans la situation précaire où nous nous trouvons. Le vaisseau de la république n'est pas à l'ancre; l'ancre elle-même est encore sur l'enclume, & nos cyclopes, occupés d'eux, laissent éteindre la forge.

Paris est fort tranquille à l'extérieur. On attend, dans un calme apparent, mais avec une secrète impatience, l'issue de tous les mouvemens, ou plutôt de toutes ces faccades qu'éprouve depuis quatre années la machine politique. Nous vivons, pour ainsi dire, d'emprunt. L'a-

venir nous aide à digérer le présent ; l'espoir d'être bien nous donne le courage de supporter le mal sans trop murmurer. Nous sommes républicains à la très-grande majorité. Nous le serions à la presque totalité, si beaucoup d'entre les citoyens ne craignoient d'être obligés un jour de revenir honteusement sur leurs pas. Ceux mêmes qui dans leurs mécontentemens & au milieu des débris de leurs fortunes, poussent en faveur du royalisme des soupirs mal étouffés, & croient à la résurrection des morts, seroient peut-être les premiers à se déclarer hautement & avec franchise pour la nouvelle forme des choses, si nos mandataires inspiroient plus de confiance & se faisoient considérer davantage. Les séances de la convention sont loin d'être des modèles de sagesse pour les assemblées de la commune & des sections, du corps électoral & des clubs.

Malgré les invitations arrivées de tous les départemens, nos pères conscrits ne s'amendent point ; ils marquent chaque jour par un scandale nouveau, & ne cessent de justifier quelques-unes des vérités que Marat leur dit en face, & qu'ils n'ont pas le courage d'entendre sans se fâcher. Que Marat seroit dangereux pour la république, s'il savoit profiter des avantages que lui donne la conduite de ses collègues à son égard ! mais il détruit lui-même son propre ouvrage. Dernièrement encore, ne l'a-t-on pas vu dans la même séance désavouer lâchement les choses fortes qu'il venoit de produire dans son journal & à la tribune, en réponse à une fausse attaque de Chabot. Dieu ! que tout cela fait de tort à la convention ! Les bons citoyens ne demanderoient pas mieux que de se rallier à elle, de la soutenir, de la défendre : c'est le vœu des patriotes. Nous tenons tout prêt le chêne civique pour en ceindre le front de ceux de nos législateurs qui se montreront constamment animés de ce véritable esprit public dont nous avons tant besoin, & dont ils nous doivent l'exemple. Eh bien ! nos mandataires, sourds à nos exhortations, repoussent nos mains fraternelles & semblent se plaire dans la fange des personnalités dégoûtantes. Pour quelques hommes justes, pour quelques patriotes éclairés & sages que renferme la convention, le reste ne seroit-il en effet qu'un assemblage d'êtres inconséquens, plus neutres, plus vils, plus mal-faisans les uns que les autres ?

La

La convention demande au conseil exécutif & à la municipalité un état de Paris ; mais n'en a-t-elle pas le tarif dans ses séances ? Le vaisseau nécessairement suit les impressions du gouvernail. Les ministres & les magistrats ne lui diront pas tout cela ; & si elle se règle sur leurs rapports , elle ne prendra pas sur elle-même les déterminations sévères qu'on en attend , & dont on espère beaucoup.

Que le peuple est embarrassé ! A qui donc veut-on qu'il se fie ? à qui faut-il qu'il s'attache ? Par-tout on le sert mal. Si de la convention si peu édifiante pour lui , si peu rassurante , il passe aux séances du conseil-général de la commune , y trouvera-t-il de quoi former cet esprit public qu'on lui désire , & dont les derniers événemens , & ceux qui couvent sous la cendre , ne donnent pas une bien haute idée ? La commune de Paris , de cette ville la plus éclairée du globe , de cette ville qui a fait la révolution & qui a conçu la république , la commune d'une telle cité devrait marquer toutes ses délibérations au coin de la prudence & de la sagacité ; sur-tout depuis le 21 septembre , elle devrait alimenter l'esprit public & lui servir comme de régulateur. Il n'en est rien ; elle n'offre ni grands talens , ni patriotisme bien avisé.

Et comment cela pourroit-il être autrement ? Les assemblées de sections , qui n'ont pas su profiter de leur permanence pour servir de foyers à l'opinion publique , ces assemblées primaires où réside la souveraineté du peuple dans toute sa plénitude & dans toute son activité , sont dans un état déplorable & alarmant ; les élections les plus importantes , les discussions les plus graves n'y trouvent point de citoyens capables de faire un bon choix ou de prendre un parti qui leur fasse honneur. Depuis un mois , c'est-à-dire précisément à l'époque des révolutions les plus fortes , les assemblées de sections ont visiblement éprouvé une disette de lumières & de patriotisme bien entendu. Tous les citoyens y sont pourtant appelés sans distinction. D'où vient cette baisse subite de l'esprit public ? Pourquoi cette apathie , ce découragement ? Une grande cause se plaide ; il y a quinze mois , elle eut attiré la foule aux sections , à la commune & sous les murs de la convention. Rien de tout cela au-

jourd'hui ; Paris a passé d'une extrémité à l'autre. Rassa-
fié de pamphlets , dégoûté de journaux , il n'est plus curieux
de rien ; on diroit qu'il voit du même œil le pour & le con-
tre. Les ennemis de la chose publique en viendroient-ils à
leur honneur ? Le peuple de Paris seroit-il fatigué , blâmé ?
ne seroit-il donc pas à l'épreuve d'une révolution de plusieurs
années ? soupireroit-il après le repos ? compteroit-il les sacri-
fices qu'il a faits à la liberté dont il ne jouit pas encore ? ne
garderoit-il la république qu'il a jurée qu'en y mettant pour
condition qu'elle lui rendra avec usure ce qu'il a dé-
pensé pour la destruction de la royauté ? Si tel est l'es-
prit du moment , la faute en est à nos législateurs , fanaux
placés sur la hauteur pour nous éclairer , & qui jusqu'à pré-
sent n'ont produit que de la fumée.

Les sociétés populaires aussi doivent partager ce repro-
che. Gardiennes de l'opinion , elles n'ont pas su non plus
conserver intact ce dépôt précieux , & le préserver de
tout alliage impur ; le club des cordeliers y a tenu da-
vantage la main ; c'est une forge toujours allumée ; le
feu sacré du patriotisme y est inextinguible. Ses séances
sont toutes consacrées aux choses , aux principes. Quand
ses membres sont rassemblés , tout va bien. Il est dom-
mage qu'ils ne portent pas dans le commerce habituel
& journalier de la vie ce bon esprit qui les anime quand
ils sont ensemble. Séparés l'un de l'autre , ce ne sont le
plus souvent que des sectaires fanatiques.

Les Jacobins rendent-ils plus de services à la républi-
que , dont ils s'intitulent les amis ? Ils se trouvent en ce
moment dans un étrange embarras. Marat n'a pas plus
démérité aux yeux de la société que Robespierre ; mais la
société mère est menacée de l'abandon d'un grand nombre
de sociétés affiliées , mal conseillées sans doute , si elle
souffre dans son sein Marat à côté de Robespierre. Il faut
entendre ses orateurs se débattre dans la tribune pour tâ-
cher de concilier ce qu'on doit aux principes de l'égalité
avec ce qu'on ne sauroit refuser à l'empire des circons-
tances. Ils ont tous deux des vertus , dit Robert. Marat
est patriote ; il a des qualités estimables ; mais Robes-
pierre est bien plus sage que lui , &c.

D'après cet échantillon d'une séance des Jacobins ,
qu'on juge si c'est dans cette société qu'on doit aller pour
chercher l'esprit public , qui depuis le 21 septembre , nous
remarquons cette époque avec douleur , ne fait plus que

divaguer, & finira par se perdre tout à fait, si nous n'y faisons attention.

Le corps électoral a bien quelques reproches à se faire à ce sujet. La cause première de l'état actuel des choses réside dans ses choix, la plupart inconsiderés. Les électeurs du département de Paris pensent-ils y remédier en votant la proscription contre les signataires de la pétition des 20 mille ? Mais ils ne peuvent ignorer que les trois quarts au moins des noms qu'on lit au bas appartiennent à des citoyens plutôt mal intentionnés, plutôt foibles que coupables. Surveillons-les; ne leur passons rien; mais ne les excluons pas de tout. L'esprit public ne s'établira pas au milieu des haines. Il ne nous est resté déjà que trop de sujets de divisions. Ne revenons pas sur de vieilles erreurs, de vieilles fautes; nous avons bien assez de celles que nous commettons journellement encore.

Mais où se trouve donc l'esprit public ? Hélas ! il est plus facile de dire où il n'est pas, que de dire où il est. Il n'est pas à la convention; elle-même en convient. Barrère, en proposant sa motion d'ordre & le décret qui nous a fourni l'occasion de cet article, n'a-t-il pas avoué que la convention nationale « n'a pas encore pris l'attitude » imposante qu'elle doit avoir à la face de l'Europe. Je » l'ai comparée quelquefois à Hercule, qui, dans son en- » fance, ne s'étoit battu que contre des serpents ».

L'orateur pouvoit ajouter : mais elle diffère d'Hercule en ce que les serpents qu'elle combat sont tous nés dans son sein.

L'esprit public ne préside pas davantage aux assemblées de la commune. Depuis que Louis Capet est au Temple & Roland au ministère, ces deux hommes l'occupent plus que tout le reste de la cité.

L'esprit public se trouve encore moins dans les assemblées de sections, dont cependant il devroit être l'ame. Si les assemblées primaires en sont dépourvues; c'en est fait, il ne sera jamais nulle part, & toutes les espérances de la république naissante seroient évanouies.

Les associations populaires en parlent beaucoup, & n'en sont guères plus pénétrées. Trop d'objets étrangers les en détachent sans qu'elles s'en doutent. Elles se disent toutes à la patrie; mais elles sont pour tel ou tel personnage, toutes contre tel ou tel autre.

Il est donc bien avéré que l'esprit public est presque nul, & qu'il n'existe à sa place que l'intérêt, que l'esprit du moment; & voilà pourquoi nous allons de faute en faute, nous tombons d'erreur en erreur.

L'esprit public est une sainte confédération de tous les esprits allant au même but par la même route. C'est lui qui imprime un caractère à une nation, ou lui conserve celui qu'elle a. C'est lui qui donne une physionomie prononcée aux choses & aux personnes. Il est le père des résolutions fortes, des déterminations généreuses. Si y avoit de l'esprit public en France, les mêmes départemens, les mêmes villes, les mêmes communes qui se sont empressés d'adresser à la convention leur adhésion formelle à l'établissement de la république & à l'abolition de la royauté, ne devroient-ils pas déjà avoir fait passer leur vœu pour la condamnation d'un roi parjure, assassin & traître?

Faute de cet esprit public qui devoit tout vivifier, voici ce qu'il va arriver; c'est que le peuple irrésolu ne sachant où se fixer, au milieu des ruines sans trouver d'abri, continuera de se rassembler autour de quelques chefs d'opinion, ou se laissera mener par une poignée d'intrigans entre les mains desquels les rênes de la république vont passer tour à tour, & flotter au gré de leur ambition ou de leurs ressentimens. Nous ne cesserons de parcourir le même cercle vicieux de l'anarchie de tous au despotisme de plusieurs, du despotisme de plusieurs à l'anarchie de tous. Cependant nos ennemis se fortifient & étudient nos fautes pour en profiter au printemps; cependant nos finances s'écoulent entre les mains d'un petit nombre de dilapidateurs paisibles qui ne font point parler d'eux; cependant la misère s'accroît nécessairement, & sa lèpre honteuse va s'étendre sur tout le corps de la république épuisée.

Nous n'avons plus de roi, plus de cour, plus de liste civile; mais nous avons un ministre des affaires étrangères à qui on reproche de n'en pas imposer assez à nos voisins, & de tenir encore à l'ancienne diplomatie; nous avons un ministre de l'intérieur à qui on reproche de trouver de quoi soudoyer un parti & corrompre l'opinion publique, qui n'est pas pour lui; nous avons un ministre de la guerre qu'on dit étranger à son

département, & trop foible pour lutter avec nos généraux & les fournisseurs de nos armées; nous avons un ministre de la marine qui ne paroît prendre aucune de ces grandes mesures propres à modérer les prétentions de nos ennemis secrets ou déclarés; nous avons un ministre de la justice qui semble tout dévoué à ses patrons & au Mercure Pankouke; nous avons sur-tout un ministre des contributions publiques, qui ne dit mot, plus habile que Necker, son maître, & peut-être encore son conseil. Surveillons Roland & les autres, mais ne perdons pas de vue Clavière.

Le 10 août ne nous a pas délivrés de tous nos ennemis domestiques; & le 21 septembre n'a point changé le cœur de l'homme, en donnant d'autres noms & d'autres formes à la chose publique; que de masques républicains sur des visages constitutionnels! Laissons dire Marat & Chabot, Robespierre & Louvet, ils ne sont pas à craindre; mais surveillons Clavière, il a la clef du trésor national, & l'esprit public tient plus qu'on ne croit à l'emploi des finances.

Messe de minuit à Paris.

En plein jour, dans nos places publiques, faire danser les marionnettes ou montrer des tours de gobelets, il n'y a pas de mal à cela; il faut bien amuser les enfans & leurs bonnes. Mais se rassembler la nuit dans des galetas obscurs pour chanter des hymnes, brûler de la cire & de l'encens en l'honneur d'un *bâtard* (1) & d'une épouse adultère, est chose scandaleuse, attentatoire aux bonnes mœurs, suspecte dans un temps de révolution, & qui mérite toute l'attention & la sévérité de la police correctionnelle. Depuis près de dix-huit siècles ce scandale, qui ne change point de nature, en devenant religieux, se renouvelle tous les

(1) Un rapprochement assez singulier à faire ici, c'est que les fondateurs des trois principales religions ont été des bâtards: Moïse, Jésus & Mahomet ont été tous trois fils de l'amour. Ce n'est pas assurément un reproche à leur faire, & ce n'est pas dans ce sens là que nous reprochons l'encens qu'on brûle encore aujourd'hui sur les autels de Marie & de son fils.

ans, du 24 au 25 décembre, & n'avoit pas encore été réprimé.

Vû les circonstances, la municipalité de Paris crut qu'il étoit de son devoir de rappeler la loi qui défend les rassemblemens nocturnes, & publia un arrêté portant injonction de fermer les églises pendant la nuit dite de Noël. Les bons esprits croyoient cette précaution fort inutile. Qui va penser qu'en 1792 il se dira encore à Paris des *messes de minuit*? Mais les *amis du roi* font armes de tout. Ils se répandent dans les sections. Celle de l'Arsenal députée à la commune pour réclamer contre son arrêté, & s'écrie: les hommes du 10 août veulent aller à la messe. On se contenta de leur répondre en haussant les épaules: on ignoroit qu'à la porte de plusieurs églises il se formoit des attroupemens, à la tête desquels se monroient des gens qui ne vont point à la messe pour l'ordinaire, des gens à breloques & chargés d'or, des Royou soupirant après une S. Barthelemy de patriotes, comme remarque judicieusement le procureur de la commune. Et en effet, en ce moment sur la paroisse de S. Germain, on mettoit en branle la cloche qui, par les ordres de la première de nos Médicis, servit à pareille heure de signal au massacre des protestans, ennemis de la cour & suspects à Charles IX. On soulevoit les femmes & quelques sans-culottes du faubourg S. Marceau. On menaçoit le parc d'artillerie de la place des fédérés; à S. Jacques-la-Boucherie & de l'Hôpital, à S. Eustache, à S. Méry, à S. Gervais, les officiers municipaux étoient maltraités, & la messe se disoit en leur présence, comme pour les narguer & insulter à la loi.

La section des droits de l'homme vint promettre à la commune de faire respecter son arrêté.

Celle du Louvre au contraire en demanda le rapport dans une pétition rédigée par un certain Quatremér, déjà connu par ses pieuses balourdises.

A S. Germain-l'Auxerrois un citoyen fut pris pour Manuel. — Voilà le scélérat, crièrent autour de lui une cinquantaine d'hommes & de femmes, il faut le pendre. — Citoyens, leur répondit-il, quand je serois Manuel, je ne mériterois pas d'être pendu pour cela. — Il n'en fut pas moins battu, & n'évita un pire sort que par la fuite.

On arrêta deux quidams postés sur le portail de Saint-Séverin, pour ameuter le peuple, & sur-tout les femmes,

& les exciter à briser les portes. A Saint-Laurent, à Saint-Victor, à Saint-Médard, à Saint-Marcel, au couvent des Anglaises on *mess*a effrontément en dépit des magistrats. La plupart des prêtres se firent faire une douce violence par leurs ouailles, afin d'échapper à justice.

La section des Gravilliers plus sage, fit fermer *toutes les boutiques à prêtres*, dit Chaumet; il ne se passa rien sur celle du Panthéon Français, les mânes de Voltaire y respirent encore.

On arrêta une espèce de courtier de change, qui, couvert d'un manteau galonné, couroit les rues pour inviter les âmes dévotes à venir à la messe, une sonnette d'argent à la main, qu'il déclara tenir d'un vicaire de paroisse.

Dans plusieurs quartiers on distribua du vin, & on promit un *revillon* à ceux qui ne manqueroient pas d'aller aux églises & d'y demander la messe de minuit.

Graces aux mesures sages & modérées de nos officiers municipaux, Paris en fut quitte pour ces petits mouvemens qui seroient probablement devenus plus sérieux sous la magistrature d'un M. Bailly ou d'un M. Mitoufflet.

Il ne faut pas que cela en reste-là. La tranquillité publique, la décence & la loi ont été compromises. Quelques-uns des principaux délinquans sont en état d'arrestation; c'est aux tribunaux à faire leur devoir, sans tarder. Il est essentiel que l'un de ces jours, devant le parvis des églises fanatisées, on expose à la vue du peuple tous ceux qui ont indignement abusé de sa crédulité, avec un écriteau portant ces mots : prêtres séditionnaires, perturbateurs du repos public & mal intentionnés, condamnés à neuf années de fers.

Il seroit à propos de distribuer les appointemens des condamnés aux citoyens pauvres qui justifieront de la sagesse de leur conduite pendant la nuit du 24 au 25 décembre 1792, & prouveront que conformément à la loi, ils n'ont point été à la messe de minuit.

Les nouvelles des armées ne nous offrent rien d'intéressant. Il paroît que les mauvais temps ont forcé de cantonner une partie de nos troupes. On apprend de

Francfort que l'armée combinée a renoncé au bombardement du château de Königstein , & qu'on est résolu de le tenir bloqué. Toutes les gazettes étrangères parlent de renforts considérables pour l'armée autrichienne. Les puissances paroissent compter beaucoup sur l'intervention du cabinet de Saint-James, qui doit, dit-on, envoyer sous peu de temps à Paris un de ses plus habiles négociateurs, pour y porter des paroles de paix. On croit que les conditions seront l'évacuation des Pays-Bas & du territoire de l'Empire. A ce prix, on nous fera la grâce de reconnoître, ainsi que le roi d'Espagne, la République Française.

En attendant ces négociations, auxquelles Pitt feint de ne pas vouloir consentir, on exerce à Londres les violences les plus tyranniques; on force les citoyens à signer le maintien de la constitution, & les refusans sont menacés de poursuite.

Une lettre particulière a apporté la nouvelle suivante : « Le 21, le peuple avoit voulu délivrer des prisonniers; (C'est toujours par-là que commencent les insurrections à Londres.) on a requis la force; l'infanterie a refusé de marcher. Les gardes du roi se sont rendus aux prisons, ont fait feu & ont tué beaucoup de monde. Le peuple s'est dispersé, mais pour revenir en force. Une action s'est engagée. Il est onze heures du soir. Au courrier suivant les détails ». Si cette nouvelle est vraie, elle va furieusement déranger les plans du ministère anglais & ceux des puissances qui comptent sur lui.

Dumourier est à Paris, en vertu d'un congé de deux mois, qu'il a obtenu du conseil exécutif. Cette subite arrivée inquiète bien des gens.

Nous avons été obligés de supprimer l'historique des séances de la convention, pour faire jouir nos lecteurs de la totalité du plaidoyer de Desèze. Au numéro prochain nous reprendrons à la séance du vendredi 21 novembre.

Ce 29 décembre 1792, l'an premier de la république;
PRUDHOMME, électeur de 1792.

Le 3^e - 1^{er} 1702 des hommes virent un vaisseau dans lequel les Princes de Turin, allèrent à l'Apollon de la Sublimesse, et peut représenter les premières au nombre de quarante - cinq et après la lecture des extraits, les accompagnèrent et sur la place, la femme Darcos fut une des premières victimes des malheurs ne dépassant aucunement dans la conception des présents.

